

LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL MAOISTE DE L'UCFML

**GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE MARXISTES-LENINISTES**

MENSUEL Janvier-Février 1979

No 33-34

4 Francs

Troupes vietnamiennes hors du Cambodge !



L'armée populaire du Cambodge pendant la guerre anti-américaine.

KAMPUCHÉA VAINCRA !

Sommaire

EXTRADITIONS

(Mac Cann, Gabor Winter)

FRONT DE CLASSE DES IMMIGRÉS

(Le ralliement des français, la manifestation de Noël)

ENQUETE D'UN NOYAU COMMUNISTE.

SOUTENIR LE CAMBODGE

SITUATION MONDIALE ET GUERRE

(Les partis bourgeois français face à la guerre.
Le meeting maoïste du 9 Décembre).

UN VOYAGE EN POLOGNE

EDITORIAL

L'année 1979 s'ouvre sous le signe de la guerre: les troupes Vietnamiennes, armées et encouragées par l'URSS, ont froidement envahi le Kampuchéa démocratique. Nous lançons (voir au dos de la couverture du journal) un appel au soutien prolongé au peuple Khmer, placé aux avants-postes de la résistance à l'hégémonie, et de la lutte pour l'indépendance nationale.

Nous abordons également la question de la guerre en continuant notre série d'articles sur la position des grandes forces politiques. Aujourd'hui, c'est l'attitude des partis bourgeois (et nouveau-bourgeois) français que nous analysons.

Quant aux caractéristiques du social-impérialisme et des États sociaux-fascistes clients, nous les traitons par le biais du bilan d'un voyage en Pologne.

L'ensemble de nos thèses, tant sur la situation mondiale que sur la Chine et le maoïsme, ont été exposées à un meeting-central, le 9 Décembre, à Paris. De ce meeting, nous faisons compte-rendu.

L'étude maoïste elle-même, qui porte sur les mécanismes de la fluctuation du dollar, les rattache à l'affaiblissement de la superpuissance américaine et au risque de guerre.

C'est donc tout un long pan de ce «Marxiste-Léniniste» No 33 qui est consacré au déploiement des contradictions mondiales, et aux tâches de l'internationalisme.

Quant au «front intérieur», il s'organise autour de l'idée - et de la réalité - d'un camp populaire large autour du front de classe des immigrés, autour de l'égalité des droits.

On retrace le récit d'une victoire:

contre l'extradition du patriote Irlandais Kennedy-Mac Cann. D'une lutte en cours, pour interdire celle de l'Allemand Gabor Winter.

On parle de la longue marche des ouvriers des foyers et du soutien dans la banlieue Ouest de Paris à la veille de Noël. Un article de synthèse essaie de définir des points de ligne de masse pour le ralliement des français.

Enfin, début d'une série de bilans, nous publions le compte-rendu d'enquête dans une usine par un noyau communiste ouvrier de l'UCFML.

Ainsi, sous le signe général des grandes tempêtes qui s'annoncent dans le monde, nous rassemblons l'expérience antagonique pour édifier l'autonomie politique de la classe et du peuple.

Course de vitesse, en vérité.

EXTRADITIONS, CONVENTION «ANTI-TERRORISTE»

UNE VICTOIRE: KENNEDY-MAC CANN LIBÉRÉ!

Kennedy ou Mac Cann, qu'importe l'identité de ce membre de la résistance Irlandaise à l'occupation Britannique, arrêté le 9 Août 1978, à Théoule dans les Alpes-Maritimes, incarcéré à la prison des Baumettes à Marseille, a été libéré, mercredi 13 décembre à la suite d'un arrêt rendu par la chambre d'accusation de la cour d'Aix en Provence!

C'EST UNE VICTOIRE, ET UNE VICTOIRE POLITIQUE.

Kennedy-Mac Cann est libéré après avoir été menacé d'extradition vers la RFA, par la justice française, sur la base d'un mandat d'arrêt international émanant des autorités judiciaires de la RFA, pour des attentats réalisés en 73 contre des installations des forces militaires d'occupation britannique en RFA.

Son arrestation, et la menace d'extradition montrent la collusion de tous les états européens pour criminaliser tout acte et opinion politique de violence anti-étatique. Sa libération manifeste la victoire de tout le courant démocratique révolutionnaire constitué contre les scélérates mesures des états européens, sa capacité à briser l'odieux silence sur la nature de ces mesures, et à obtenir des victoires, dès maintenant, contre la «convention anti-terroriste», pour le droit d'asile politique pour les étrangers.

Que ce courant démocratique révolutionnaire ait persévéré jusqu'au bout, que la libération de Kennedy-Mac Cann

en ait été une enthousiasmante surprise, cela montre combien, dans un isolement important, le fait d'avoir su tenir ferme sur l'essentiel, d'avoir sans relâche mobilisé l'opinion, d'avoir sommé quiconque de prendre parti contre cette odieuse mesure, tout cela est porteur de victoire politique.

QUE S'EST-IL PASSÉ ?

Une bataille politique. Une grosse question: le camp du peuple saura-t-il reprendre l'initiative à l'État impérialiste, à ses rouages, et à toute sa racaille ?

- entre l'arrestation le 9 Août et le jour du premier jugement le 20 Septembre.

L'UCFML s'engage activement dans la bataille. Diffusant la pétition à l'initiative du journal mensuel «Irlande Libre», elle mène campagne sur ses propres forces: une réunion publique sur Marseille le 11 Septembre, un meeting sur Aix le 15 Septembre. La Permanence-Anti-Expulsion de Marseille rallie. Un courant décidé à s'opposer à cette extradition, apparaît et le 16 Septembre, se constitue le Comité pour la libération de Kennedy-Mac Cann d'Aix-Marseille.

- du 20 Septembre au 11 Octobre:

Le 20, «tous au procès, non à toute démission», le



une réunion du Comité pour la libération de Mac Cann

comité, la PAE, et les maoïstes partent en manifestation à 8h30 du matin, pour aller au tribunal. 25 au départ, 50 devant le Palais de Justice. Intervention brutale de la police, arrestation de 5 de nos camarades (dont 2 font l'objet de poursuites judiciaires, ce sont les 2 qui travaillent dans des organismes étatiques: les interdictions professionnelles existent en France !). Recomposition des rangs, et intervention dans toute la ville.

Cette détermination et cette audace vont marquer toute la mobilisation par la suite. Le 27 puis le 11 Octobre, lors des reports successifs de jugement, c'est le bilan du 20 qui est en travail. Pour reprendre sur cette affaire l'initiative, et la garder quelles que soient les échéances, les contraintes, le Comité pour la libération de Kennedy-Mac Cann va s'activer dans différents axes:

- interpellation de la presse, rencontre des journalistes.
- débats pour mobiliser les avocats.
- réunions publiques sur Aix et Marseille.
- et un travail sur le droit d'asile politique, sur le bilan des mobilisations contre les extraditions (Schultz, Apalategui, Croissant, Bellavita), sur la vraie nature anti-peuples de la «convention anti-terroriste».

Un débat, aussi: faut-il, ou pas, être au Tribunal lors des procès ? Le 27, sur la base d'un bilan trop rapide du 20, le comité et les maoïstes appellent à ne pas y être, mais à faire de la propagande sur les marchés, une erreur ! Le 11 Octobre, il y aura une vingtaine de personnes. Une initiative nouvelle, une pétition que réalise le comité pour soutenir l'activité propre de Kennedy-Mac Cann de grippage de la machine étatique, sur l'imbroglio de son identité, et empêcher que l'essentiel soit masqué: «le procès Kennedy-Mac Cann - procès du droit d'asile politique pour les étrangers», tentative d'appliquer la «convention».

En 15 jours, près de 300 signatures à la pétition, qui sera diffusée auprès de la presse, et que des membres du comité porteront à la préfecture.

A Rennes, à Nice, à Paris, des initiatives sont prises rassemblements, réunions publiques, meetings. A Paris, les Permanences-Anti-Expulsion de la région parisienne convoquent et réalisent une conférence de presse le 9 Octobre.

- le nouveau report du jugement au 6 Décembre.

Reconstitution des forces, leur élargissement, géographique et politique. A chacune des mobilisations démocratiques, le comité sera présent, et interviendra: pour le Larzac (sur le plateau, dans la manifestation de Marseille, au départ des cars pour Paris), dans des réunions à propos des interdictions professionnelles en RFA, à divers meetings (Chine, Chomage....).

Il se forge son matériel propre: une affiche-«dazibao» une brochure rassemblant l'essentiel pour prendre parti en toute conscience. L'affiche est largement diffusé comme matériel de propagande.

Les rencontres avec les journalistes se font plus précises, il y a le matériel qu'ils ont déjà sorti, et un point de vue encore plus élaboré du comité sur les questions juridiques. Le 6 Décembre, il y a une vingtaine de personnes, et la claire compréhension par tous ceux qui assistent au procès, de sa nature profondément scandaleuse. On veut extradier à

tout prix ! Faute de pouvoir le montrer comme «terroriste», on veut faire de Kennedy-Mac Cann un «trafiquant d'armes et de drogue » !

- du 6 Décembre au délibéré du 13 Décembre:

Les avocats, excédés, indignés à la sortie du procès du 6 Décembre, prennent parti pour l'action du comité. La ligue des droits de l'homme, par l'intermédiaire de sa présidente, elle aussi. Ils reviendront tous sur leur décision. Qu'importe, l'action du comité est arrêtée: dénoncer par tous les moyens le scandale judiciaire et politique de ce procès, un véritable procès du droit d'asile. Nouvelle réunion à la faculté d'Aix, nouvel appel de masse: venir assister au délibéré. Et nouvelle interpellation de la presse.

C'est un véritable sursaut révolutionnaire qui se produit: collage intensif d'affiches, des milliers de tracts du comité diffusés par tous ceux qui sont d'accord, et intervention des maoïstes lors du meeting pour la libération de 2 anti-fascistes le 7 Décembre, devant 200 personnes.

- et le 13 Décembre, la libération de Kennedy-Mac Cann.

Que le journal régional «Le Méridional» déverse son flot d'injures pour ceux d'un certain «comité de soutien» et de «groupuscules» qui ont pris parti pour un «terroriste» et dont l'action «semble avoir contribué à influencer la décision de la chambre d'accusation d'Aix», c'est une grande signification !

Quelle qu'ait pu être l'ampleur apparente de la mobilisation (pas de spectaculaire prise de rue, de manifestation imposante), l'action constante de Kennedy-Mac Cann, de tous ceux qui se sont mobilisés à des degrés divers, envoyant télégrammes, signant pétitions, apportant contribution au comité, dénonçant la tentative de supprimer le droit d'asile politique pour les étrangers, ces actions-là ont été victorieuses.

Hier, avec l'extradition de Klaus Croissant, et la menace contre A. Bellavita, une fraction importante de l'opinion démocratique avait été menée à l'impuissance, pour l'un il était fait appel au fait qu'il était avocat et au droit de la défense bafoué en RFA, pour l'autre au fait qu'il était journaliste et que c'était la liberté d'expression qui était menacée. Aujourd'hui, la tentative de faire de l'affaire Kennedy - Mac Cann une «étrange» affaire, «mystérieuse», «énigmatique» au regard de son identité avait pour but de masquer l'essentiel, la «convention anti-terroriste», véritable arsenal anti-peuples.

L'UCFML a soutenu le Comité pour la libération de Kennedy-Mac Cann d'Aix et de Marseille. A Martignes, Nice, sur Rennes, à Paris, Reims, à Arles, à Avignon, partout en France une opinion publique et des activités se sont manifestées.

En ce qui nous concerne, nous continuerons notre action et nos engagements pour être encore, un plus ferme appui à la constitution de forces de refus, de dénonciation et de combat sur tous les fronts irréductiblement antagoniques à la société impérialiste, et aux mesures et rouages Éta-

tiques visant à faire démissionner le peuple de ses tâches révolutionnaires.

Cette victorieuse bataille politique doit être consolidée.

**ANNULATION DES POURSUITES JUDICIAIRES
CONTRE 2 DES 5 CAMARADES ARRÊTÉS LE 20 !**

**QUE L'AVANT-GARDE RÉVOLUTIONNAIRE QUI A
MANIFESTÉ SON EXISTENCE SE CONSOLIDE ET**

**DÉVELOPPE SA FORCE ORGANISÉE DANS DE NOU-
VELLES BATAILLES VICTORIEUSES CONTRE L'ÉTAT
IMPÉRIALISTE !**

**QUE CETTE VICTOIRE CONTRE LA SCÉLÉRATE «CON-
VENTION» SERVE POUR MENER VICTORIEUSEMENT
LA BATAILLE CONTRE L'EXTRADITION DU RÉVO-
LUTIONNAIRE ALLEMAND GABOR WINTER !
UN RÉVOLUTIONNAIRE EST PARTOUT CHEZ LUI !**

GABOR WINTER

A Kennedy-Mac Cann, la justice allemande attribuait des actes «terroristes». La justice française a reconnu son statut politique, et a refusé l'extradition.

A Gabor Winter, aucun acte terroriste ne peut être reproché. G. Winter est un ouvrier typographe allemand. La R.F.A demande son extradition sous prétexte que :

- on a trouvé chez lui des livres décrivant la guérilla urbaine et des textes politiques de sa main dénonçant l'État impérialiste allemand.

- G. Winter a fait partie d'un comité de soutien aux prisonniers politiques à Nuremberg. Arrêté pour ce dernier motif en Allemagne, il a été relâché après 6 mois, sans jugement, car ce comité était légal. Pour la justice allemande, entre-temps ce comité est devenu une «association criminelle».

UNE POLITIQUE CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRE A VISAGE DÉCOUVERT.

Winter est à l'évidence un opposant politique. Pourtant, la chambre d'accusation de Paris a donné le 20 décembre un avis favorable à son extradition. Elle a avancé le prétexte incroyable que Winter voulant s'attaquer à la société impérialiste de RFA était un délinquant social et non pas politique. A ce compte-là tous les révolutionnaires du monde entier, tous ceux qui veulent détruire la société impérialiste et non s'asseoir dans les fauteuils de l'État bourgeois, sont des délinquants, des marginaux bons à emprisonner, à extraditer, à exterminer. Seuls seraient «politiques» les partis parlementaires qui ronronnent dans le consensus impérialiste. Pour les autres, pas de droit d'asile et extradition sur simple demande, uniquement fondée sur des délits d'opinion.

C'est la preuve éclatante, s'il en était encore besoin, que les mesures «anti-terroristes» des bourgeoisies impérialistes ne visent qu'à frapper l'ensemble des progressistes et des révolutionnaires. Quand on n'a rien de précis en fait d'«actes terroristes» à reprocher à un opposant politique, on trouve n'importe quoi pour l'assimiler aux «terroristes».

La grande affaire des bourgeois européens aujourd'hui, c'est la construction de l'Europe politique: système monétaire européen, et élections européennes en Juin 79. Cette volonté de construire l'Europe de Giscard et de Schmidt manifeste une méfiance à l'égard des USA. En cela, nous ne sommes pas d'accord avec la thèse de «l'Europe germano-américaine». Giscard et Schmidt veulent une Europe plus autonome pour renforcer mutuellement leur propre impérialisme face à la guerre économique qui fait rage entre eux, les USA et le Japon. Mais il est clair qu'ils veulent faire cette Europe sur le dos de leurs peuples et qu'à la clef, il y a un renforcement de la collusion Étatique contre les révolutionnaires et les progressistes: SME (système monétaire européen) d'un côté, «espace judiciaire européen» «convention anti-terroriste» et extraditions de l'autre. Pour Giscard, Winter n'est qu'un gage qu'on livre à Schmidt en signe de bonne entente réactionnaire.

TIRER LE BILAN DES EXPÉRIENCES RÉCENTES.

Ceci dit, à Aix Kennedy-Mac Cann est libéré, à Paris,

Winter est menacé d'extradition

Il y a sans doute dans ces deux jugements contradictoires le poids moindre qu'a exercé sur les juges la mobilisation des forces progressistes et révolutionnaires dans le cas de Winter.

Un Comité G. Winter s'est constitué dès l'annonce de la menace d'extradition qui pesait sur lui. Ce comité regroupe des gens particulièrement mobilisés pour dénoncer la répression Étatique en RFA et l'espace «judiciaire européen» L'UCFML et les Permanences Anti-Expulsion ont rallié ce comité peu après, seules organisations révolutionnaires à le faire d'ailleurs.

Il y a eu une campagne d'information avant le procès, et une conférence de presse. Des intellectuels contactés par le comité ont envoyé des textes aux journaux, mais ceux-ci, en particulier «Le Monde», ont refusé de le publier, se contentant de compte-rendus rapides du procès. Tout cela était bien, mais s'est montré insuffisant pour que les juges donnent un avis défavorable à l'extradition.

Il faut en tirer la leçon et intensifier la campagne pour empêcher que la mesure d'extradition soit prise par le ministre de l'intérieur.

Il est nécessaire pour cela de nous appuyer sur l'expérience passée, et le bilan de l'affaire Kennedy-Mac Cann en particulier.

Il faut d'une part contribuer à développer un courant populaire contre les extraditions et la «convention anti-terroriste», et lancer des appels à se mobiliser à des occasions significatives. Mais, d'autre part, il faut aussi agir sur la presse et pousser les intellectuels, tous ceux qui se disent réellement sensibles aux droits de l'homme, à prendre position sur les agissements de l'État en RFA et sur les extraditions en France. Ceci est un travail particulier que nous devons soutenir au sein du comité.

• •
•

Winter n'est ni un avocat comme Croissant, ni un journaliste comme Bellavita, ni un militant de la résistance Irlandaise comme Mac Cann. C'est un simple ouvrier allemand. Pour lui, fonctionne à l'état pur la convention «anti-terroriste», qui n'est pourtant pas encore ratifiée par le parlement français ! Ceux qui s'étaient mobilisés pour le droit à la défense des avocats, pour le droit d'informer des journalistes, doivent maintenant se rendre compte que ce qui est directement en cause avec l'affaire Winter, c'est le droit d'asile politique et qu'il faut s'opposer frontalement à la «convention anti-terroriste» et à la tentative d'instituer «l'espace judiciaire européen».

Faute de quoi, c'est le droit à la politique, le droit de s'opposer à la société impérialiste qui sera progressivement supprimé comme l'État français tente déjà de le faire avec les très lourdes peines qui s'abattent sur les patriotes Corses et Bretons et les mesures d'expulsion, les circulaires racistes Stoléru et Bonnet contre les ouvriers immigrés et les étudiants étrangers.

SUR LE FRONT DE CLASSE DES IMMIGRÉS

Comment engager les différentes forces du peuple sur le front de classe des immigrés

- 1 -

UNE PIERRE DE TOUCHE DE LA POLITIQUE.

La question du ralliement des français aux batailles politiques sur le front de classe des immigrés est, chacun le sait, décisive.

Le soutien aux résidents des foyers, le soutien au Comité de Coordination, sera-t-il élargi ou non ? Le camp anti-raciste, donc anti-fasciste, va-t-il se renforcer ? Y aura-t-il un véritable mouvement de masse pour interdire les expulsions, les vexations policières, les attentats criminels ?

Répondre à ces questions, c'est évaluer l'état réel du développement politique du peuple face à la société impérialiste. C'est la pierre de touche de l'antagonisme. Et donc, c'est la base concrète aujourd'hui principale de l'avancée du parti de type nouveau.

En effet, le processus du parti n'est que la forme concentrée du processus d'apparition d'une politique de classe. Peut-il y avoir aujourd'hui une politique de classe, si l'on est incapable de mobiliser une fraction significative du peuple contre le racisme, le fascisme, les expulsions et autres mesures anti-ouvrières directes ? En tout cas, cette politique serait bien faible. Car vraiment l'unité français-immigrés, l'unité subjective du prolétariat avec toutes ses nationalités, l'unité politique du peuple dans la solidarité de combat avec les ouvriers immigrés, c'est le b. a. ba de l'anti-impérialisme. C'est le début, et non la fin lointaine, de la politique prolétarienne ici et maintenant.

Et c'est d'ailleurs pourquoi le gouvernement Giscard-Barre, avec Stoléro comme homme de main, essaie de profiter des circonstances (la crise économique, le vide politique du côté des nouveaux bourgeois) pour attaquer durement les immigrés, diviser et neutraliser le peuple sur cette affaire, et donc paralyser la naissance d'une politique prolétarienne.

- 2 -

IL EXISTE CHEZ LES OUVRIERS IMMIGRÉS UNE LARGE AVANT-GARDE DE LUTTE DE CLASSE.

Les immigrés, quant à eux, se battent admirablement depuis des années. Il y a véritablement chez les ouvriers immigrés une avant-garde de lutte de classe, forgée par des années de révolte incessante contre les méfaits anti-populaires et racistes de l'État, des partis bourgeois, des syndicats, etc... Cette avant-garde de lutte de classe est bien entendu organisée pour des combats précis: c'est le cas du Comité de Coordination, qui a amplement démontré son aptitude à structurer, mobiliser, appeler à l'action les larges

masses des foyers, contre les foyers-prisons, les gérants-racistes, les loyers trop chers, mais aussi contre les expulsions, la répression, mais aussi contre les lois de l'État (décrets Stoléro).

Il faut bien voir aussi qu'une fraction de l'avant-garde immigrée est organisée directement dans le processus du parti, pour la direction du peuple tout entier. Pour nous en tenir à nous, nombreux sont les camarades immigrés qui sont dans les noyaux communistes de l'UCFML, ou dans les CPAC, ce qui est tout à fait enthousiasmant.

Bien entendu, l'idéologie de défaitisme, ou le ralliement à la nouvelle bourgeoisie (PCF-syndicats), sont des tendances qui existent chez les ouvriers immigrés. Y existe aussi une tendance «séparatiste» qui voudrait isoler le combat des immigrés de l'ensemble des questions de la politique du peuple en France.

Du point de vue du mouvement réel, ces tendances ne sont pas, à nos yeux, l'aspect principal. Fondamentalement, dans leurs luttes de masse ouvertes, les immigrés attaquent la société impérialiste et demandent le soutien de tout un camp populaire. C'est l'essentiel.

Toutefois, si la dynamique du soutien des français s'avérait finalement restreinte et sans mordant; si le racisme, entretenu par l'État impérialiste dans toute sa vaste clientèle, devait éclater avec force, sans être contrecarré à échelle de masse, il n'est pas douteux que les tendances défaitistes, révisionnistes ou séparatistes, convergeraient pour affaiblir et diviser le mouvement des ouvriers immigrés.

De là, pour nous maoïstes, un impératif supplémentaire et urgent: rallier les français, élargir le soutien, gagner les batailles.

- 3 -

CHEZ LES JEUNES, LES INTELLECTUELS, LES EMPLOYÉS, LA BASE DU RALLIEMENT, C'EST L'ANTI-RACISME.

Chez les salariés moyens des villes, dans la jeunesse, l'idéologie est toujours très importante. Pour les meilleurs de ces gens, on peut faire valoir qu'être raciste ou anti-raciste est un choix essentiel, une question de philosophie de la vie. Faire connaître largement la réalité concrète du racisme d'État, les conditions d'existence du peuple multi-national de France, les luttes pour la dignité: autant de leviers pour créer une opinion publique démocratique anti-raciste.

L'expérience montre aussi que dans ces couches socia-

les, on a besoin de ce que le philosophe Hegel appelle « la force sensible de l'idée »: c'est-à-dire des cas précis, typiques, à propos desquels on peut faire campagne, se rassembler, remporter une victoire ponctuelle. Le racisme, c'est tel cas odieux d'expulsion, tel attentat impuni, telle exaction policière. Les échéances, c'est un procès, une date d'expulsion, une descente de police à laquelle s'opposer, etc...

La règle, au fond, est la suivante: plus la motivation est idéologique, donc générale (l'antiracisme), plus l'action doit être définie et précise, dans sa cible et dans ses étapes.

On demandera au départ l'accord sur cette cible, et sur la volonté d'être autonome, de compter sur ses propres forces, et pas sur les forces politiques bourgeoises, anciennes ou nouvelles. Cela suffit largement.

La forme d'organisation adéquate sera souvent la permanence anti-expulsion. Mais rien n'exclut, bien entendu, le comité « ad hoc » sur telle affaire particulière (deux exemples récents très différents: le comité contre l'extradition de Mac Cann, et les Comités étudiants contre la circulaire Bonnet), spécialement en ce qui concerne les extraditions de caractère politique.

- 4 -

LES OUVRIERS FRANÇAIS ET LE POIDS DU RÉEL.

Sur la question des immigrés, les ouvriers français constituent une force sociale relativement peu avancée. Il y a une petite avant-garde, c'est certain, mais elle est maoïste organisée le plus souvent.

Il serait faible de s'en sortir en déclarant que là, le racisme domine. Ou de tout mettre sur le dos du PCF, - lequel a certainement des responsabilités écrasantes, tout spécialement par son attitude colonialiste répugnante pendant la guerre d'Algérie.

Mais la méthode maoïste est toujours de s'interroger soi-même. Que vaut notre propagande ? Quels sont les arguments nouveaux à trouver, à essayer ? Quel est le bilan de l'expérience ?

Contrairement aux autres fractions du peuple, la classe ouvrière d'origine française connaît d'expérience le rôle des immigrés dans la société impérialiste, parce qu'elle en connaît le lieu central: l'usine. Elle sait pertinemment que les postes de travail directement productifs (OS de chaîne dans la métallurgie, manoeuvre dans le bâtiment, etc...) sont très souvent occupés par les immigrés. Elle sait que c'est ce qui permet aux français d'être principalement OP, chefs, etc... Et que cette tendance s'est accrue depuis 68.

Elle sait aussi que, parmi les français, ce sont les femmes ouvrières qui sont au plus près de la condition des

immigrés: cet axe virtuel femmes ouvrières - ouvriers immigrés, c'est déjà pour nous une réalité vivante dans les CPAC. L'action des femmes du peuple est et sera un levier majeur pour briser la mentalité chauvine et impérialiste dans la classe ouvrière. Ce qui constitue du reste, pour la propagande et l'action, une première directive.

A raison de tout cela, se ranger du côté des immigrés est, pour un ouvrier français, un choix particulièrement net et lourd de conséquence. C'est une véritable révolution pratique de la conception du monde. C'est un plan d'épreuve de la rupture avec l'impérialisme, qui se donne de façon précise et dramatique au coeur de l'usine, et qui risque d'être payé d'un isolement transitoire très grand.

Ce n'est pas du tout parce qu'ils ignorent l'importance de la question que les ouvriers français, dans leur masse, répugnent à se ranger du côté des immigrés. C'est parce qu'ils la connaissent trop bien: pour eux, là est en effet l'autre voie, l'autre politique, et ce n'est pas une mince affaire. Va-t-on renoncer ainsi aux avantages de la qualification, du syndicalisme, de la promotion ? Renoncer à la possibilité de devenir quelqu'un de la nouvelle bourgeoisie ? Et pour quelle contrepartie ? L'anti-racisme idéologique ne peut suffire à régler ces questions fondamentales, qui sont transparentes pour les ouvriers.

De là l'efficacité des freins réactionnaires à l'élargissement de l'unité français-immigrés, et plus généralement du camp du peuple, dans et autour des usines: le racisme, le sexisme, la division jeunes/vieux.

C'est là que se tiennent les ressorts anti-prolétariens de ce que l'on peut appeler l'usine impérialiste.

- 5 -

SUGGESTIONS A PARTIR DE LA RÉALITÉ.

Il faut partir des formes de conscience ouvrières telles qu'elles existent.

Les ouvriers français ont généralement trois points de repères dans la politique :

- 1) Les références historiques (36, la guerre, la libération...)
- 2) La notion des « luttes » (la grève, le syndicat, etc...)
- 3) La mentalité d'opposition au gouvernement (et la politique parlementaire).

Il nous est évidemment impossible de faire notre ce dispositif: nous combattons sans merci le syndicalisme et le parlementarisme.

Mais avec la visée précise du ralliement au front de classe des immigrés, nous pouvons tenir compte, au plus près, de ces caractéristiques de masse.

D'où 3 axes de propagande et d'agitation:



les CPAC dans la manifestation du 18 Novembre

-1) Sur l'histoire, il faut parler - et faire parler - de l'époque de la guerre d'Algérie, laquelle pèse rudement sur les ouvriers de 35-45 ans. Pourquoi «ces gens-là» (les De Gaulle, les Pompidou, les Giscard-Barre, etc...) sont-ils au pouvoir depuis bientôt un quart de siècle ? Pourquoi la classe ouvrière est-elle politiquement avilie et impuissante ? Parce qu'elle s'est suicidée moralement et politiquement durant la décennie 55-65 en laissant passer le chauvinisme, le racisme, la guerre coloniale et la torture. Et que le PCF a été le dirigeant de cette liquidation. Partir de là pour montrer que des temps nouveaux sont possibles, et que cela se joue sur le front de classe des immigrés: voilà un chemin à suivre avec tenacité. Etre avec les immigrés, revanche sur l'humiliation de 20 ans d'histoire.

Chance à saisir. Il faut varier et enfoncer cette vérité.

-2) Sur les luttes, demandons: qui est capable aujourd'hui de combattre pendant 4 ans d'affilée contre une société nationale puissante, et contre l'État qui la soutient ? Qui de s'organiser pour cette lutte de façon démocratique, sur ses propres forces ? Qui de faire, tout au long de ces 4 ans, des dizaines, des centaines de manifestations, allant de 300 personnes dans une ville de banlieue, à 20 000 dans Paris ? Qui d'obtenir des victoires y compris contre l'État, comme le retour de camarades expulsés de France ? Qui de ne jamais plier devant les provocations policières innombrables, ni devant les procès de toutes sortes ?

Les ouvriers français savent ce que tout cela exige de conscience de classe, de sang froid, de liaison aux masses. Nous devons donc aussi assumer auprès d'eux la grève des foyers comme une **grande lutte des immigrés**, au sens où les ouvriers comprennent le mot «lutte». Nous devons en faire reconnaître la puissance en usant au besoin de comparaisons appropriées avec les grèves «classiques» de la même période. C'est une nécessité pour que les meilleurs des ouvriers français voient que là est une force. Et que du coup

une estime fraternelle pour leurs camarades immigrés soit possible, ou consolidée.

-3) Sur la politique d'opposition. Il faut nettement affirmer qu'à ce jour, **le front de classe des immigrés est un lieu où livrer des batailles réelles et gagnables contre le gouvernement Giscard-Barre.**

Ce gouvernement est haï à juste titre. Or, sur les points les plus sensibles aux français (l'emploi), livrés aux gens de la «gauche» et des syndicats, les masses ouvrières sont encore impuissantes et amères.

Nous devons expliquer qu'en rejoignant les batailles en cours sur le front des immigrés, elles ont la possibilité de combattre frontalement le gouvernement, de lui porter des coups, et cela sans plus être paralysé par les chicanes des politiciens parlementaires des deux bourgeoisies.

Montrer qu'en ralliant les immigrés, c'est l'**ensemble** de la politique du gouvernement Giscard-Barre qu'on attaque, avec des chances réelles d'être fort, d'avancer.

Cet aspect anti-gouvernemental du ralliement doit être mis en avant sans réticence aucune.

Lier correctement les 3 aspects: revanche historique à prendre, grande lutte, opposition efficace au gouvernement. En même temps, bien préciser qu'on ne demande à personne d'avoir une honte (métaphysique) de son actuel statut social (OP plutôt qu'OS, etc...), qu'on ne veut pas du misérabilisme; mais, tout au contraire, qu'on appelle à l'action anti-raciste à partir, et au nom, de la place de chacun: voilà un cadre d'intervention et d'enquête pour une propagande mieux ajustée aux formes de conscience dominantes de la fraction française du prolétariat.

Car avec ces 3 points, on a une contrepartie à la difficulté, à la gravité du ralliement des français aux combats immigrés: tout simplement la possibilité d'être **quelqu'un** d'avoir de la force et de la liberté, d'agir, d'attaquer le gouvernement. Bref : de rentrer en scène.

SONACOTRA: la manifestation du 23 décembre

Samedi 23 Décembre, les comités de résidents des foyers des Hauts de Seine (Nanterre, Colombes, Gennevilliers, Clichy) ont organisé une manifestation contre les arrêtés d'expulsions et de paiement des arriérés de loyer rendus par le Tribunal de Nanterre à l'encontre des résidents de ces foyers (en particulier, pour 7 résidents du foyer Nanterre-2 tours, l'arrêté tombait le 25 Décembre). Contre, aussi, les menaces de fermeture de foyers: notamment celle du foyer de Nanterre-Maison).

L'offensive d'été de Stoléro a été l'occasion de nouvelles victoires pour le mouvement des foyers en lutte. Tribunaux qui se déclarent incompétents, ou même qui refusent l'expulsion et le paiement des arriérés de loyers et ordonnent l'expertise réclamée par les résidents (Montreuil récemment...), le tribunal de Nanterre fait la forte tête, lui.

Le 23 Décembre, à la veille des fêtes, cette manifestation qui a rassemblé de 2 à 3000 personnes est une victoire. Pour les résidents et pour ceux qui, venus le 23 décembre, ont pu voir la force, l'enthousiasme, la fermeté de cette masse résolue à la lutte et décidée à la victoire.

Ce fut une vraie longue marche de près de 5 heures et 10 kms, s'appropriant au rythme de ses mots d'ordre ces territoires ouvriers que sont les banlieues, franchissant autoroutes et grandes routes pour joindre entre elles les cités où vit le peuple, ponctuant leur traversée de longues prises de parole explicatives et de distribution de tracts. Moment fort de l'unité du peuple de toutes les nationalités dans la région, une démonstration vivante du rôle que tient le mouvement des foyers dans la constitution de cette unité.

Beaucoup de gens se mettent aux fenêtres pour les voir;

ou arrêtent leurs courses, applaudissent la manifestation, la rejoignent pour une partie du trajet. Et parmi eux, de façon massive, frappante, les femmes et les jeunes.

Par sa composition semblable à celle du 18 Novembre, la manifestation des Hauts de Seine confirme que des détachements de la jeunesse étudiante se sont désormais rangés durablement aux côtés du Comité de Coordination: les étudiants de Nanterre du Comité pour l'abrogation de la circulaire Bonnet étaient là aussi, le 23 Décembre.

La CFDT poursuit sa politique de «un pas en avant, deux pas en arrière»: après avoir signé le tract d'appel, elle avait déclaré ne pas mobiliser tant qu'elle ne savait pas si la manifestation était autorisée par la police. Puis, une partie de ses bonzes sont venus au départ distribuer un tract et ne sont pas restés; le fort de leur petite troupe se pavonnant avec de gros macarons, étaient principalement constitué de quelques gauchistes syndicalistes endurcis. D'ailleurs, elle avait concurrencé PCF et CGT dans leurs opérations de sabotage: ayant appelé à une délégation à la préfecture le Jeudi pour demander au préfet de lever l'arrêté d'expulsion, alors que le PCF et la CGT faisaient la leur le vendredi.

La manifestation du 23 Décembre est une date dans l'histoire de la lutte des foyers. Elle est une initiative nouvelle et offensive des comités de résidents, pour faire l'unité français/immigrés autour du mouvement des foyers en lutte et du Comité de Coordination.

Par leur travail de mobilisation, par leur présence le 23 Décembre, et par tout leur travail de masse quotidien, le pôle maoïste et les Permanences Anti-Expulsion de la région parisienne, sont effectivement partie prenante de cette tâche.

LA JEUNESSE : point de vue du comité de rédaction du « Grand air »

Les grèves et occupations de lycées, dès la rentrée 78/79, ont mis en avant la nécessité pour nous maoïstes de l'UCFML, de réintervenir de manière prolongée et intensive, au sein d'une fraction du peuple, la jeunesse, trop souvent considérée par le «soixante-huitard moyen», comme un milieu, certes plein d'une chouette ardeur «virginale et sympathique», mais sans grandes perspectives de lendemains politiques annonciateurs d'un pas en avant vers la révolution. Le «Libé» des grands soirs, déçoit toujours un peu au réveil, ceux encore attardés, dans les méandres d'un passé à jamais révolu. Du moment que ce n'est plus le «tous dans la rue et peu importe pourquoi du moment que ça bouge», avec comme seule perspective révolutionnaire de recommencer le lendemain, toutes les cassandres rétros et fossilisées, annoncent la fin du flirt entre les lycéens et la révolution. On a les projections qu'on peut !

MÉPRIS QUE TOUT CELA... !

Les lycéens deviennent sérieux nous dit-on, dans un concert unanime qui va de «Libération» à «L'humanité». Fini le rêve utopiste centré contre la société bourgeoise, voici venu le temps des revendications, qui nous font d'un lycéen un homme, le temps d'un enterrement syndical à l'assemblée nationale. Eh oui, c'est vrai que pour ces gens-là, voter c'est être adulte !

De l'autre côté, d'aucuns nous parle de la «bof-génération», à propos des lycéens présentés comme des attardés, complètement intégrés à la société impérialiste et très heureux de l'être, ne se préoccupant que de voitures, de mariages et de trouver une bonne place de cadre, de futur «garde-chiourme du prolétariat».

Les endormis-crapuleux ne sont pas forcément ceux que l'on nous désigne pour justifier sa propre intégration et intériorité à la société capitaliste, et d'ailleurs, les grèves lycéennes de l'automne, et bien elles sont là, et ça, les théoriciens-magiciens du «crétinisme politique lycéen» sont loin de, et de pouvoir, les revendiquer.

Et passons sur ceux pour qui il n'existe de mouvement de masse anti-capitaliste qu'à partir du moment où il s'agit de la classe ouvrière mythique et paradisiaque. «Quand j'entends le mot lycéen (remplacez par démocrates, anti-racistes...), je sors mon prolétariat!» Ce sont d'ailleurs les mêmes qui parle de lutte économique et revendicative à soutenir, à propos de la grève des foyers Sonacotra, une parmi les plus grandes luttes de classe de ces 10 dernières années.

De cette avalanche de mépris, de ce torrent d'injures, que faut-il penser ? S'agit-il vraiment d'un mouvement de masse syndicalo-révisionniste en mal de programme commun ? Le troisième tour en quelque sorte ? Est-ce plutôt face à la crise, à la montée du chômage, l'expression d'une couche inquiète de se voir perdre ses futurs privilèges, mis au chaud pour plus tard, grâce au pillage impérialiste français, et aux miettes que celui-ci redistribue à ses valets serviles et impuissants, sur le dos des peuples comme de bien entendu ? Ou bien les deux à la fois ? Car sur la nature de la motivation révisionniste et à la finalité du projet, il ne faudrait quand même pas se faire trop d'illusions.

QUI A PEUR DES LYCÉENS ?

Qui a peur que ceux-ci se constitue en une véritable force spécifique contre la société impérialiste ? Qui a peur que de la crise naisse une conscience politique révolutionnaire lycéenne ? Car c'est bien de cela qu'il s'agit et de rien d'autre ! Qu'elle soit maoïste n'appartient qu'à nous ! Et c'est

ainsi qu'il faut comprendre le flot de mépris engendré par l'angoisse des deux bourgeoisies face à une couche du peuple en mouvement et qu'elles ne contrôlent pas sur le fond. De la «semaine de la jeunesse», après celle, raciste, du dialogue démagogique français/immigrés, à la «jeunesse communiste», qui «s'occupe» du chômage des jeunes, c'est la même préoccupation sans cesse renouvelée.

Certes, il y a de la part du PCF et de ses sbires en culottes courtes des tentatives d'instrumentations et de récupérations avec l'appui des Fédérations de parents d'élèves et des syndicats de profs. Mais ceux-ci se sont cassés les dents sur une détermination farouche, imprécise mais vigoureuse. Certes, il y a eu des revendications durant les grèves, qui ressemblaient fort à une volonté de gestion trotskio-révisionniste de l'école capitaliste: plus de profs pour mieux étudier, de meilleurs diplômes, une meilleure sélection... Mais il faut avoir une bien courte vue pour penser que c'est cela le tout et que c'est ce qui a pu motiver les occupations, les grèves, la résistance..., pour ne pas se rendre compte qu'elles n'étaient dans l'ensemble que l'image de leurs zélés initiateurs, des dinosaures attardés de la politique bureaucratique des appareils. Surtout quand les lycéens déclarent, comme à Montreuil: «Finalement, on n'a pas fait une occupation pour les revendications. On s'en battait un peu l'oeil ! Une occupation de bahut, c'est un truc sérieux, et c'était plutôt un prétexte pour se mettre en grève, pour montrer que les lycéens ne sont pas endormis».

POUR QUI SONT CES BATAILLES QUI SIFFLENT SUR NOS TÊTES ?

C'est un mouvement ouvert et qui se cherche, ça c'est sûr ! Et d'abord, cela veut dire que nous sommes capables de déterminer un commencement de processus à ce mouvement, mais que celui-ci, justement parce qu'il est en processus, ne s'arrête pas à la fin des occupations. Le bilan est en cours. Le bilan interne. Il y est vivant. Il faut qu'il soit politique ! Dans les lycées de la région parisienne - les plus actifs - mais aussi ailleurs, en province, à Paris au sein des non-grévistes. C'est une vérité élémentaire, mais qu'il faut peut-être rappeler aux théologiens du «tout ce qui bouge est rouge et l'arrêt c'est la mort». Dans ce cas-là, l'avancée qualitative en terme de force ne peut se mesurer réellement et avec ampleur qu'à moyen et même long terme.

Aujourd'hui, alors que l'État français tente par tous les moyens de faire que les lycéens intègrent d'eux-mêmes dans leurs consciences la nécessité et la pratique de l'école impérialiste sélective des temps de crise, il est quand même significatifs que la jeunesse des lycées soit une des rares couches du peuple, avec les travailleurs immigrés des foyers, à vouloir retâter à la politique après le «plouf» du programme commun.

C'est aussi sûr qu'il n'y avait pas de mots d'ordre du style «à bas l'école impérialiste», qui nous aurait tant ému, nous autres maoïstes. C'est sûr que la liaison n'était pas faite entre le lycée et l'ensemble de la société capitaliste, entre l'offensive scolaire étatique et répressive et l'ensemble des mesures anti-populaires contre les travailleurs immigrés en particulier. C'est sûr qu'il n'y a pas eu d'unité significative pratiquée de manière militante avec les autres couches du peuple et les mouvements de masse anti-capitaliste. Mais nous devons bien voir qu'en filigrane de cette révolte spontanée, ce sont ces questions qui se débattaient, ce sont celles là qui se débattent. Nous devons en saisir toute la mesure et y apporter pour leur résolution, notre expérience de marxistes vivants de notre époque. A travers le refus de l'école

qui sélectionne avec les restrictions budgétaires et les compressions de postes et de classes, c'est le refus de l'école impérialiste qui «cancréte». C'est le refus de se laisser duper par la société bourgeoise, par ses solutions sans issues, par son système politique de domination, le parlementarisme à sens unique où l'on n'est pas agent mais consommateur. C'est le refus de l'écrasoir, du chômage et de la crise. C'est le refus de payer les pots que d'autres ont cassé. C'est le refus de l'embrigadement derrière un projet chauvin et raciste, pour les futurs abattoirs des guerres impérialistes. Pour la conscience lycéenne, accepter tout cela, c'est être un sot, un borné, une proie et un agent privilégié de l'embrigadement et de l'écrasement du peuple par la bourgeoisie impérialiste. Un sot et un borné, un cancre capitaliste, c'est celui pour qui l'horizon du monde s'arrête à la porte de la classe, les débats d'idées, les idéologies, les choix de société aux instructions officielles du ministère de l'éducation nationale.

ET C'EST JUSTE !

C'est aussi une manière de dire: la guerre ou la révolution. Et c'est de ça que nous, maoïstes, devons partir, pour apporter au sein de la jeunesse lycéenne, une conscience révolutionnaire à l'échelle mondiale. Nous devons montrer le nouveau, l'exemplarité des mouvements de masse anti-capitalistes, autonomes vis-à-vis des 2 bourgeoisies, les luttes victorieuses des peuples du monde pour leur libération. Nous devons partir des points négatifs sur lesquels il y a eu échec, pour faire que les lycéens sortent des lycées et se situent dans les grandes contradictions de classe de la société impérialiste, pour que les mots d'ordre «servir le peuple» et «unité militante des forces autonomes et spécifiques» aient un sens et soient une réalité. Avec le «Grand Air», nous avons commencé à y travailler, mais il faut encore aller de l'avant. Et pour cela il faut bien saisir certaines caractéristiques du mouvement lycéen actuel.

CONTRE L'ÉCOLE IMPÉRIALISTE.

Dans la retombée de 68, il y a une volonté réelle de l'État de remettre en ordre l'ensemble du système éducatif français du primaire à l'Université, de rogner, de faire disparaître les derniers vestiges des acquis dans ce domaine. C'est une politique mise en place depuis longtemps, à partir de la réforme Debré puis Fontanet et ensuite Haby et qui s'est continuée dans les facultés par celles sur le 3ème et le 1er cycle, puis enfin sur le second par la réforme Soisson. Et c'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'actuelle mise au pas de l'Université, pour en faire une Université à la botte, raciste, garante de l'idéologie bourgeoise, à la disposition des nécessités de l'économie capitaliste en crise. Démantèlement de Vincennes, circulaire Bonnet et à un autre niveau les flics à Tolbiac.

Si, à l'heure actuelle, commence à se constituer une riposte étudiant à la circulaire raciste du ministère de l'intérieur voulant interdire l'accès des facultés aux étudiants étrangers ne présentant pas toutes les caractéristiques pour être les futurs cadres fantoches de l'impérialisme français dans leur pays d'origine, depuis les grèves étudiantes de 76, le mouvement lycéen de l'automne 78 (à chacun sa saison), a été le premier et l'initiateur en quelque sorte, à attaquer un des maillons de l'école impérialiste. C'est le début d'une attaque dont nous devons tout faire pour qu'elle soit une attaque en règle, contre la division raciste dans les universités et les lycées, pour le droit à faire entrer la politique à l'école, pour contrer les ultimatum Étatiques en matière d'éducation. Qu'il faille en voir les limites, d'accord, mais aussi la nouveauté, et il suffit des misérabilistes sans cause qui cherchent ainsi à masquer leur propre apolitisme, nostalgiques des temps de révoltes sans lendemains. On construit pour l'avenir nous ! Et les lycéens aussi ! Nous devons préparer ensemble des attaques plus massives et plus dures. Nous devons rallier des lycéens au projet maoïste, seul capable aujourd'hui d'être porteur de l'alternative. Nous devons veiller à ce que ils lui apportent leur spécificité. Nous

devons lutter contre la version syndicale lycéenne de l'enfermement dans les bahuts, car attaquer l'école impérialiste, ce n'est pas se situer sur le terrain de l'ennemi. Nous devons agir pour que le mouvement lycéen intègre et rejoigne le camp du peuple qui s'organise contre la société des bourgeois. C'est unir ce qui peut être uni, unir toutes les forces de combat. Ainsi, lors d'un procès au tribunal de Montreuil des résidents du foyer Sonacotra, une vingtaine de lycéens en grève étaient présents, à l'appel des maoïstes de l'UCFML.

LE GRAND AIR

JOURNAL D'INFORMATION DE L'U.C.F.M.L. POUR LES LYCÉENS
 Groupe maoïste pour la fondation de l'Union des Communistes de France Marxistes-Léninistes (UCFML)

Bi-Mensuel (début Novembre 78) - Supplément au «Marxiste-Léniniste No 31 - Prix: 1 Franc

A MONTREUIL ET AILLEURS...

Pendant la semaine d'occupation du lycée de Montreuil, fin Octobre 1978, et à l'approche des vacances de la Toussaint, nous avons interviewés un lycéen gréviste et d'autres surt, un lycéen membre de la coordination nationale. Les voici respectivement :

OCCUPER C'EST SÉRIEUX !

RÉPONSE : ... moi, j'ai appris récemment un grand mot: l'occupation, mais je ne suis pas très organisé parce que ça faisait un petit peu. Dans les A.C., chacun a son rôle, y'a pas de courant directeur, d'idées unifiées qui nous réunissent tous ! Y'a eu un truc à la gare de l'Est, y'en a qui ont voulu le faire, d'autres pas, y'a pas été décidé en A.C., ça s'est pas fait !

Mais je pense qu'il n'y a pas eu de début ! Y'a les rétros directrices, ceux qui ont l'habitude de parler et ce sont eux qui sont les plus écoutés. Des fois j'avais des trucs à dire, mais je suis bloqué, je ne le dis pas en A.C., je le dis après, je suis sûr de moi que je suis très responsable, mais généralement, c'est qui tellement pris en compte. Par exemple, quand il y a eu la fête au lycée de Montreuil, j'avais proposé de payer des tas de certificats de scolarité à l'administration et de les distribuer, parce que les flics pour louer autre les gens demandaient un papier prouvant qu'ils habitaient bien de l'école. Et c'est pas fait !

Où il y a eu un comité de grève qui aurait pu être représentatif de ce que les lycéens pensaient et voulant vraiment aller que là, c'était vraiment une occupation ?

QUESTION : Tu trouves que le comité de grève n'a pas vraiment représenté les intérêts des lycéens ?

RÉPONSE : À partir du moment où il n'est pas élu, où il ne sent pas tout puissant. C'est un peu dur quand même !

QUESTION : Qu'en est qui aurait pu changer à tous les points de vue s'était exprimé ? Les revendications ?

RÉPONSE : De toutes façons les revendications, on ne les a pas tellement eues on compte pendant notre occupation ! Également on n'a pas fait une occupation pour les revendications. On s'en battait un peu !

Une occupation de bahut, c'est un truc sérieux, et ça ça plaide un sérieux pour se mettre en grève, les revendications, pour montrer que les lycéens ne sont pas endormis.

Mais je me fais tellement cher à étudier, que mon but c'est d'avoir mon bac le plus vite possible pour aller à la halle !



En 1968, les lycéens dans la grande révolte de masse anti-capitaliste.

DES GOMMES ET DES CRAYONS...

Pour moi, cette semaine d'occupation a été une réussite. Ça fait un rôle. C'est terminé par la coordination nationale. Et puis il y a eu l'approche des vacances, et ceux qui restent pour arrêter la grève, et ceux qui restent pour continuer. Moi, j'étais pour arrêter, du fait que je pensais que l'on venait à bout et qu'on serait mieux fait de déposer notre énergie dans la constitution d'un comité lycéen très fort, capable de faire débiter les bahuts.

DIMENSION ANTI-RACISTE.

C'est une réalité ! Dans le combat contre les pratiques fascistes, pour celui de la constitution des Permanences-Anti-Expulsion, en soutien à la grève des foyers, des détachements lycéens sont présents, nombreux et déterminés. A Saint-Denis, 140 lycéens répondent à l'appel de la PAE en participant à une réunion.

Et nombreux sont les exemples significatifs. A la suite de débats à la porte des lycées, de constitutions de cercles de discussion, de pratiques, de débuts de ralliements, grâce aux nombreuses mobilisations et appels à rejoindre la politique des temps modernes, à soutenir le combat anti-raciste pour l'unité du peuple et pour empêcher les expulsions de travailleurs immigrés, grâce au travail des PAE en direction des lycéens, nous pouvons affirmer aujourd'hui que le mouvement lycéen se structure largement et principalement dans une dimension antiraciste. **NOUS DEVONS EN TENIR COMPTE, DANS NOTRE TRAVAIL POLITIQUE, ET SAVOIR EN TIRER LES LEÇONS, PROPOSER CE QUI S'IMPOSE, CE QUI EN DÉCOULE.**

Si cette éthique progressiste existe, elle doit être utilisée, comme point d'ouverture sur l'extérieur, et comme possibilité de fusion du mouvement lycéen avec le mouvement réel. Que des groupes lycéens anti-racistes se constituent, détachements des PAE, elles-mêmes organisations de masse démocratiques et révolutionnaires de la conjoncture, c'est une très bonne chose. Dans l'est de Paris, nous y travaillons, ailleurs les processus sont parfois plus avancés.

Des lycéens maoïstes, il en faut, c'est la condition sine qua non d'une avancée politique du mouvement lycéen,

de la définition d'objectifs de ralliements clairs et mobilisateurs, d'un saut qualitatif. Condition aussi, d'un saut qualitatif dans notre intervention au sein de la jeunesse lycéenne. Mais il serait faux de croire que les lycéens d'aujourd'hui, s'unifieront sur notre bonne parole, en simple confiance, de manière idéologique. Discuter de la société, à partir de nos points de vue et de nos pratiques, même si cela est nécessaire, n'est pas tout. Une pratique spécifique et autonome de la dimension politique de la révolte est indispensable et on ne peut en faire l'économie, ni d'ailleurs les frais, à leur place. Que les lycéens se constituent leur propre point de vue sur ce que nous leur apportons ne doit pas être un mot d'ordre formel. Que d'autres thèmes que le racisme puisse se cristalliser et se structurer pour la révolte lycéenne, c'est probable et même sûr, mais pour le moment nous devons reconnaître que nos éléments d'enquêtes significatifs à ce sujet sont faibles et non déterminants. Pas suffisants en tout

cas pour formuler des directives précises et y concentrer des forces, sauf une bien sûr : être à l'écoute et se laisser interpeler.

Nous devons aussi donner aux lycéens une échelle internationale qui fait peut-être un peu défaut. Se situer vis à vis de son propre impérialisme implique d'analyser les rapports de force mondiaux, la place des superpuissances, des impérialismes secondaires comme la France, et celle déterminante, des peuples et des nations qui combattent pour leur indépendance. Apprendre de la dégénérescence capitaliste en URSS et de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne en Chine.

En quelque sorte, les tâches sont claires, à la fois pour les maoïstes et pour les lycéens. Pour nous, être à la croisée des chemins, cela veut dire :

A L'ATTAQUE !

LA VIE DU PÔLE MAOÏSTE

MEETING MAOÏSTE A PARIS : situation mondiale, révolution culturelle



le meeting maoïste du 9 décembre

Chaque fois que le groupe pour la fondation de l'UCF-ML fait un meeting qui touche à la situation internationale et plus particulièrement au maoïsme, il y a un plus large public. Légitime intérêt pour l'actualité de la question du maoïsme, pour l'actualité en général, telle que l'apprécie les révolutionnaires de l'UCFML, et, signe, peut-être, des temps.

Large public composé de toutes les organisations du pôle maoïste et de tous ceux qu'intéresse, outre la question du maoïsme, la situation, la leur et la notre, de ceux qui

doivent se battre sur les deux fronts, ne compter, pour le principal, que sur eux-mêmes pour comprendre notre monde et nos tâches de révolutionnaires dans la France de pres-que 1979.

C'était sur ces points que portaient les deux interventions qui composaient le meeting. Toutes deux marquées par une grande unité de pensée et de décision, la première développait la situation internationale, loin de l'académisme, du dogmatisme, du suivisme; la seconde présentait une analyse toute nouvelle de la Révolution Culturelle Proleta-

rienne qui ébranla la Chine de 66 à 69 et fut pour tous une référence.

Chacune de ces interventions avait la même cible: quelles sont nos tâches aujourd'hui, dans un moment où toute attitude révolutionnaire est déterminée par la capacité de comprendre la rivalité des deux superpuissances, USA et URSS, dans le cadre particulier que la Chine traça du danger de guerre mondiale, sans abandonner nos objectifs d'ensemble pour la révolution en France ?

C'est pourquoi la première intervention brossa un tableau d'ensemble de la situation mondiale, dans la minutie concrète des forces et des positions, de la place de la bourgeoisie giscardienne dans sa lutte contre le peuple et les autres forces parlementaires.

CHINE, 3 MONDES, RÉVOLUTION CULTURELLE..

La seconde intervint d'abord sur l'évaluation de certains qui, partisans enthousiastes de la grande Révolution Culturelle Proletarienne, déclarent actuellement la Chine en proie à la contre-révolution.

Toutes deux donc, dans leur domaine, parlèrent de la Chine et de notre analyse propre de révolutionnaires.

La première faisait ensuite un sort à l'écho qu'eut en France, la théorie des 3 mondes (moins, d'ailleurs, écho que feu de paille) en montrant que cette doctrine n'était nullement une ligne du mouvement communiste international, mais un guide pour la pensée d'ensemble des contradictions mondiales au niveau des États. (Elle montre fort bien le danger de guerre dans lequel nous nous trouvons et elle indique qu'il faut maintenant, en matérialistes, compter avec ce qui, traités ou analyses, le repousse et le limite); mais qu'il ne s'agissait que d'un cadre de pensée et non d'un guide pour l'action des révolutionnaires, l'analyse chinoise ne tenant compte des prolétariats occidentaux que sous l'espèce de la réorganisation.

La seconde montrait qu'analyser la Révolution Culturelle du seul point de vue d'un événement qui, ayant bouleversé la Chine, portait pour tous enseignement sur les seuls problèmes de la réalité d'un pays socialiste sous dictature du prolétariat, menait à une impasse et plus encore limitait la portée de la Révolution Culturelle elle-même. En effet si à propos de la Révolution Culturelle avait plus largement été retenu les aspects de transformation de la société, appelés nouveautés socialistes, à savoir ce qui portait sur la réduction des grandes contradictions qui structurent la société, contradiction entre travail manuel et travail intellectuel, entre villes et campagnes, peuple et État, c'était au dépens du caractère de révolution et du caractère de première révolution prolétarienne de l'histoire opposant

bourgeoisie et prolétariat sans intervention par exemple de la question nationale et de la guerre.

La Révolution Culturelle fut un processus et pas seulement une révolte, qui s'opposa à la dégénérescence de la société socialiste, à la création d'une nouvelle bourgeoisie. Mais c'est se boucher les yeux que d'en rester là. Il faut comprendre que la Révolution Culturelle eut à répondre à ce qu'en URSS - c'est-à-dire dans l'expérience historique qui la précédait - le Parti Communiste, et non seulement la société, avait dégénéré. Et que les deux ne pouvaient entièrement se confondre.

INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN.

La première intervention prononça que notre tâche à l'égard des contradictions du monde était d'édifier en France le Parti et de contribuer à constituer le prolétariat et le peuple en force dirigeante. Car cela seul décidait de notre autonomie et nous garantissait contre le risque de devenir un hochet des superpuissances.

La seconde intervention avançait la nécessité de développer au delà des limites du léninisme la question d'un Parti de type nouveau, question que la Révolution Culturelle avait posé mais pas résolu, question qui mettait à l'ordre du jour celle d'un Parti réellement communiste.

Tout ceci, par sa nouveauté, sa minutie d'analyse, la clarté des tâches qu'elles impliquent, suscita une écoute concentrée et des débats. On discuta du Cambodge et de la nécessité d'avoir, à son égard, l'attitude que prescrit le respect des nations face à l'agression social-fasciste et expansionniste du Vietnam.

On discuta de savoir si l'Albanie présentait réellement une voie d'indépendance, ou refusait l'analyse concrète des contradictions mondiales qui amènent le risque de guerre, se cantonnant dans une neutralité qui serait vite battue en brèche par les faits, au profit d'une bascule dans l'influence soviétique. On discuta de l'Internationalisme Proletarien à l'égard des peuples qui luttent contre le colonialisme français aux Antilles et ailleurs et contre l'impérialisme français dans le monde. On entendit le communiqué de l'organisation des étudiants Ivoiriens en France (UNEECI-section des France) et celui du Comité Gabor Winter.

Moment d'unité et de réflexion qui trace ce qu'est une organisation révolutionnaire à notre époque, voilà ce que fut ce meeting. Et il marquait par le ton de gravité, de sérieux et de tension révolutionnaire de ceux qui parlaient, écoutaient, débattaient, comme le moment d'une prise de conscience des temps qui sont les nôtres, et dont nous seront, peuple et prolétariat international de France, les vainqueurs.

UN NOYAU COMMUNISTE ENQUETE DANS LA CLASSE OUVRIERE

(ce rapport est le résultat d'une enquête faite par deux camarades du noyau à la porte d'une usine)

On travaille sur trois questions qui se sont posées dans l'enquête à l'usine :

1. La question des jeunes français qui ne prennent pas les tracts, qui sont contre la politique, qui ont comme position de ne pas s'intéresser.
2. La question des immigrés qui disent : «on n'a pas le droit» et aussi : «on n'a pas de force, le peuple dort», ou : «on ne peut pas faire comprendre à tout le peuple», «il n'y a pas de révoltes» (certains français le disent aussi).
3. La question des ouvriers français et des femmes, en particulier le problème d'une femme qui change à chaque fois

sa veste, qui est une fois pour l'impérialisme, une fois contre, une fois pour le PCF, elle le dit révolutionnaire, une fois contre-révolutionnaire ; pour elle, la politique, c'est bavarder, gueuler, cogner.

I

Les jeunes se moquent de la question. Ils voient que beaucoup de choses changent, mais ils préfèrent regarder, voir, ne pas se mêler des affaires. Ils veulent rester à l'écart des gens, comme ça ils sont tranquilles, par exemple dans leurs rapports avec les vieux : on voit qu'ils n'ont pas de relations avec les vieux, ils n'essayeront ni de se comprendre, ni

de se combattre. Ils essayent de profiter un peu de l'impérialisme, en attendant que le peuple se dresse, ou bien ils se révoltent voyant que l'avenir est bouché mais sans une idée sur le but de leur révolte (exemple de la grève de Cléon). A la porte de l'usine, ils ont honte de s'arrêter pour nous parler. Ils sont arrogants, ils ne veulent pas comprendre. Ils se croient un peu supérieurs, ils veulent prendre le rang de quelqu'un qui n'est pas un simple ouvrier. Moi, par exemple, je ne connais pas plus de 7 ou 8 jeunes français OS.

La question des jeunes est un problème important pour nous. Ils sont tantôt par-ci et tantôt par là. Il faut qu'on aille les trouver, et il faut les trouver groupés pour pouvoir découvrir le masque. Donc il faut aller à une école ou un foyer de jeunes. Avec eux il faut une discussion prolongée un exposé politique sur l'ensemble, car ils ne connaissent presque rien. Il faut leur faire comprendre que le monde tourne et que ça change et que donc il nous faut aussi changer, pas seulement se masquer ou faire le petit loulou.

Pour faire le travail de masse là-dessus, on peut le faire avec un autre noyau. Essayer de travailler avec un autre noyau qui a ce problème.

II

a- Sur les immigrés qui posent le problème du droit à la politique : s'ils posent cette question, c'est surtout pour voir ce qu'on va répondre ou parce qu'ils ont peur. Il faut leur expliquer l'Afrique : est-ce que là-bas ils ont droit de faire de la politique ? Là-bas c'est pareil qu'ici. Donc ce qu'il faut comprendre c'est l'impérialisme. Là, il n'est pas comme les français, mais chez lui, il est encore plus dominé qu'ici. C'est l'impérialisme et pas le nationalisme qui prive de droits. Quand un camarade met en avant le problème du droit, c'est pour mettre de l'écart entre nous.

b- C'est aussi l'impérialisme qu'il faut comprendre pour comprendre les français. Là-dessus, il faut montrer la réalité aux camarades et pas seulement leur donner des idées. Il faut leur expliquer de 68 à 78. Avant 68, beaucoup de français sont des OS. En 68, le peuple en a marre, il se révolte. Il veut sa liberté. L'État impérialiste, la bourgeoisie voient cela. L'État ne veut pas trop serrer la ceinture au peuple. Sa réponse à cette révolte, c'est développer l'immigration et donner de l'avancement aux français, essayer de les rallier à l'impérialisme. Et maintenant, c'est la crise. Forcément, c'est surtout ce point là que les immigrés voient depuis 68. Il faut donc expliquer qu'il y a deux branches à partir de 68. La première branche, c'est la révolte du peuple contre la société impérialiste. La deuxième branche, c'est la réponse de la bourgeoisie à cette révolte, qui est d'essayer de rallier les français à l'impérialisme (avec aussi la tentative de la nouvelle bourgeoisie avec le programme commun).

La première branche donne dans une première étape (jusqu'en 72) les luttes dures, les séquestrations. Puis dans une deuxième étape, la révolte contre la société impérialiste se développe dans des mouvements particuliers, où il y a un contenu particulier de l'oppression par la société impérialiste, comme par exemple : la question nationale, avec les Corses et les Bretons, la jeunesse et les femmes. C'est aussi l'étape où les immigrés s'engagent dans la lutte politique, ce qui est le résultat des deux branches. Aujourd'hui, c'est une troisième étape, celle où il faut choisir entre ces deux branches, entre ces deux voies. La voie de la révolte contre la société impérialiste, ou la voie du ralliement à la bourgeoisie pour défendre l'impérialisme. Le problème commence à se poser aux ouvriers et au peuple de choisir globalement entre ces deux voies. Cela nous explique pourquoi la question de l'unité français-immigrés est la question centrale pour tout le peuple, pourquoi c'est le front de classe principal, parce que c'est là qu'il faut choisir entre les deux voies qui se dessinent à partir de 68. On le voit sur les mots d'ordre : égalité des droits politiques : c'est la voie de continuer à approfondir et développer la critique de la société impérialiste. Même patron, même combat : mot d'ordre des syndicats qui veut dire : Immigrés, lutez pour que nous français, on monte

dans l'échelle, on ait encore plus d'avantages. C'est la voie du ralliement à l'impérialisme.

c- Sur les ouvriers et ouvrières françaises : leur situation aujourd'hui après les élections.

Les ouvriers français prennent les idées des révisionnistes sans vouloir les révisionnistes. Ils ont peur de leur donner la victoire parce qu'ils les connaissent et ils ne voient pas une politique du peuple. C'est pourquoi ils sont dans une situation difficile : ils ne veulent pas laisser les révisos gagner aux élections, mais ils voudraient que le PCF pousse les choses. Au fond, ils regrettent le fonctionnement ancien du parlementarisme, quand il n'y avait pas de rivalité entre les deux bourgeoisies, mais qu'il fallait choisir quel parti bourgeois nous donnera le plus de miettes. Ils regrettent que ça ne soit plus comme en 36. Après 68, l'impérialisme a essayé de les emmener avec lui, et maintenant c'est une situation nouvelle avec la crise, et les gens sont obligés de choisir au fond : ou la politique révolutionnaire, ou un parti bourgeois pour nous sauver. Mais la politique révolutionnaire, ils ne la connaissent pas. Ils réfléchissent : quel parti suivre : un parti de l'ancienne bourgeoisie ? Non. Le PCF ? Mais on ne le veut pas au pouvoir. L'UCFML ? Mais l'UCFML est trop petite et ce qu'elle pense n'est pas possible. Malgré tout, les gens réfléchissent à nous de cette façon. On le voit surtout avec des ouvrières qui voudraient qu'on les prenne par la main, qu'on leur dise : « On y va, suivez-nous », un peu comme un chef qui se présente. D'un côté, elles voient mieux la situation, elles nous comprennent mieux, mais de l'autre côté, elles n'ont jamais vu un parti révolutionnaire et nous jugent en tant que parti bourgeois. C'est pour cela, par exemple, qu'elles nous critiquent d'être un parti des immigrés ; elles nous voient comme le parti qui dans la société impérialiste représente les intérêts des immigrés.

On a besoin de faire comprendre qu'on ne fait pas partie de cette liste, qu'on est autre chose au fond : ce qui est antagonique à la société impérialiste.

On doit leur montrer quelle est la contradiction entre nous et la bourgeoisie. Pour cela on doit faire la critique du parlementarisme comme il a existé avant, justement en 36. Car tant qu'on est là-dedans, on ne peut pas voir la politique révolutionnaire du peuple, même si déjà elle existe. Ce système exclut complètement la politique révolutionnaire.

On doit expliquer que la question du ralliement ou pas au système impérialiste se pose depuis 68 et on doit expliquer les deux branches depuis 68. Et dans ce cadre, on doit montrer qu'une politique nouvelle existe, que cette politique c'est critiquer à fond la société impérialiste, se battre sur les fronts de classe, en particulier celui de l'unité français-immigrés, dont on voit qu'il est central. Et c'est cela être dans l'antagonisme, et pas crier fort ou parler de prendre un fusil. Et on doit montrer qu'aujourd'hui, on doit prendre en mains l'antagonisme avec la société impérialiste, sinon c'est la contradiction entre ouvriers qui grandit. Voilà notre tâche.

EN CONCLUSION :

On voit que, partant de la question des immigrés ou de la question des français, on arrive à la nécessité de leur expliquer la même chose :

1. La question de l'impérialisme, par rapport au problème du système parlementaire (pourquoi les immigrés n'ont pas de droits parlementaires et quelle est aujourd'hui la situation réelle des français par rapport à l'usage de ce droit dans les élections).

2. Les deux branches à partir de 68 : cela, à notre avis, nous donnera un axe pour le travail du noyau, car cela nous permet de lier la question de l'unification des ouvriers français et celle des ouvriers immigrés. Cela nous permet de les faire travailler ensemble — par exemple, les camarades immigrés avec qui le noyau étudie pour les unifier posent surtout le problème des ouvriers français. Et là on voit qu'on peut leur proposer un plan de travail et d'enquête sur cette question qui fera en même temps avancer leur unification à eux.

UNE ETUDE :

le dollar et la guerre

«La crise du dollar», «le dollar s'effondre», les journaux ont été pleins de ces titres jusqu'à ce que le plan Carter le fasse se redresser provisoirement. Il est utile de se poser un certain nombre de questions: pourquoi la valeur du dollar baisse-t-elle ? Qu'est-ce que cela traduit comme transformations internes aux États-Unis, ainsi que dans les rapports de force mondiaux ? Quels sont les effets en retour de cette baisse ? S'agit-il là d'un mouvement passager ou plus profond ? Jusqu'à quand cette chute peut-elle durer ? Y-a-t-il là à l'oeuvre des facteurs qui nous rapprochent de la guerre ?

TOUTE PRÉVISION EST AUSSI UN PLAN DE CLASSE.

Il ne s'agit pas là seulement de prévoir l'évolution objective du dollar car les prévisions économiques n'ont pas d'existence objective propre indépendante des projets politiques. Les acteurs économiques sont les peuples et les classes et il n'existe pas de prévisions qui ne soient faites d'un point de vue de classe, c'est-à-dire qui ne soient aussi des plans de classes.

L'analyse économique-politique nous engage dans notre subjectivité de révolutionnaires d'un pays du second monde; en effet, la chute du dollar participe comme on va le voir des facteurs qui aggravent les contradictions inter-impérialistes et accentuent les risques de guerre. Notre engagement politique sur cette question doit se renforcer et pour cela prendre position sur toutes les tendances de la conjoncture.

HISTOIRE DU DOLLAR JUSQU'EN 1965.

Le dollar a eu très longtemps la même valeur: de 1934 à 1971. Dévalué une première fois par Nixon en 1971 puis une seconde fois en 1973, il se met dès 1973 à flotter, c'est-à-dire que sa valeur (sa parité) n'est plus garantie mais fluctue quotidiennement sur le marché des changes.

De 1973 à fin 1974, sa valeur par rapport à l'or va s'effondrer; après un redressement temporaire jusqu'à la mi-1976, elle reprendra sa chute pour atteindre début Novembre 1978 un record à la baisse. Cependant, par rapport au franc dont la valeur s'est effritée sur cette période, le dollar n'a pas retrouvé son niveau le plus bas atteint en 1975.

Qu'est-ce qui explique ces mouvements ?

Au niveau mondial, le dollar est pris dans une contradiction: il est produit par les centres financiers américains qui financent ainsi la distribution d'une partie de leurs crédits et il sert aux échanges commerciaux mondiaux. La situation sera stable tant que les États-Unis seront dominants sur les deux aspects de cette contradiction, c'est-à-dire en position dominante sur la circulation commerciale internationale et sur le développement du crédit mondial.

Ainsi, de la 2ème guerre mondiale aux années 60, le système monétaire international était stable non parce qu'il y aurait un équilibre de forces contradictoires pendant cette période mais parce qu'il y avait permanence de la domination d'une superpuissance impérialiste sur la totalité du monde non socialiste.

Cette situation d'hégémonie monétaire avait deux fondements:

- les États-Unis dominaient la circulation mondiale des marchandises aussi bien en quantité qu'en qualité: leur ba-

lance commerciale était largement excédentaire (ils vendaient plus qu'ils n'achetaient) car ils avaient une meilleure productivité et car ils disposaient d'une avance technologique importante leur conférant le monopole des productions sophistiquées. Le monde entier devait ainsi posséder des dollars pour commercer internationalement et pour pouvoir se procurer du matériel technologiquement avancé.

- les États-Unis dominaient par leur puissance financière le développement international du crédit; ils étaient les seuls à pouvoir prêter ou financer des plans de développement dans les autres pays (plan Marshall...) et, ce faisant, ils alimentaient en dollars le monde entier.

QUAND LES ÉTATS-UNIS VIVENT AU-DESSUS DE LEURS MOYENS.

La situation s'est transformée dans le milieu des années 60, traduisant dès 1965 la baisse du taux de profit qui remonte aux États-Unis à l'immédiat après-guerre (Cf Cahier YENAN-Maspéro No3):

- leur excédent commercial s'est restreint pour devenir négatif en 1971 pour la première fois depuis 100 ans; ensuite, ce déficit n'a cessé de s'accroître. Dans le même temps, la part des E.U. dans le commerce mondial se restreignait.

Ce processus traduit plusieurs choses:

. le rattrapage des E.U. par certains de ses concurrents impérialistes occidentaux (RFA, Japon) en matière de technologie et de productivité.

. la perte de compétitivité du capital US due au renouveau dans les années 60 des tensions internes à la société impérialiste américaine qui vont bloquer à la baisse le taux d'exploitation et qui vont rendre nécessaire le maintien d'une politique de distribution interne des surprofits impérialistes pour maintenir le consensus social (Cf les difficultés pour les accords visant à une politique d'austérité et de restriction des surconsommations d'énergie).

. la lutte des pays producteurs de matières premières pour récupérer leurs richesses; à partir de 1973, la hausse du prix du pétrole va durablement accentuer le déficit commercial US.

- les américains ne vont pas pour autant restreindre leurs dépenses à l'étranger; bien au contraire, les luttes de libération nationale en Asie du Sud-Est vont entraîner les E.U. dans une considérable extension de leurs dépenses militaires pour tenter de maintenir leur domination. Ainsi, à partir de 1965, les E.U. ont vécu de fait au-dessus de leurs moyens, dépensant plus qu'ils ne recevaient (et ce malgré le rapatriement important des bénéfices faits à l'étranger). Comment cela sera-t-il financé ?

Non pas par des prêts à long terme faits par les autres pays aux E.U. car dans le même temps, les E.U. restaient banquiers du monde, continuaient d'investir partout et de fournir des capitaux. Ceci accentuait la marée de dollars se répandant hors des E.U. Une grande partie de ces dollars revient se placer à court terme sur les places financières U.S. mais sans pour autant rééquilibrer complètement la balance des paiements: il continue d'y avoir plus d'argent qui sort des E.U. que d'argent qui y entre.

Le solde déficitaire de cette balance, ce sont les dollars conservés en réserve hors des E.U. par les banques ou entreprises (les euro-dollars) puisque, privilège unique, mais menacé, le dollar reste la monnaie universelle.

UN PEU DE DIALECTIQUE.

La contradiction est donc aujourd'hui la suivante:

-1) Les E.U. continuent de produire des dollars pour prolonger leur accumulation (interne et internationale) contre la tendance dès 1948 à la baisse de leur taux de profit, pour maintenir leurs dépenses de domination à l'étranger et leurs distributions de surprofits dans la métropole américaine. Ceci va avoir pour effet de faire baisser la valeur de leur monnaie.

INFLATION: POURQUOI LA VALEUR D'UNE MONNAIE BAISSE-T-ELLE ?

La valeur d'une monnaie nationale dépend des conditions de productivité du capital national. Plus l'économie d'un pays impérialiste est compétitive par rapport aux autres, plus sa monnaie est forte. Plus un pays continue d'étendre sa production dans des conditions de dégradation de sa rentabilité, plus sa monnaie va se dévaluer.

En effet, l'impérialisme émet aujourd'hui de la monnaie à cours forcé en contre-partie de crédits qui financent une accumulation accélérée de son capital. Ces nouveaux moyens pour tenter de dépasser les contradictions internes à la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, pour prolonger l'accumulation au-delà des possibilités réelles de mise en valeur du capital, vont alors peser directement sur la valeur de la monnaie ainsi émise: la dévalorisation du capital (et du capital-argent de crédit) se matérialisera aussi dans une dévalorisation de la monnaie.

On ne doit donc pas croire que la valeur d'une monnaie baisse parce qu'il y aurait trop de monnaie émise par rapport aux besoins de la circulation; ce serait la même erreur que de croire que la crise économique est due à la sous-consommation (ou à un excès de production par rapport à la consommation). Il faut remonter aux conditions de production de la monnaie, saisir les contradictions internes de ce processus pour voir qu'elle est générée de façon tendancielle surévaluée; l'inflation est le processus par lequel s'opère alors cette dévalorisation nécessaire de la monnaie.

L'effet conjugué des tensions de classes internes aux États-Unis, des luttes de libération nationale, des rivalités inter-impérialistes occidentales vont aussi entraîner la chute de la valeur du dollar.

-2) Ce faisant, les E.U. conservent le privilège de pouvoir faire payer le coût de leur domination sur une grande partie des marchandises ou valeurs monétaires mondiales.

Quand le dollar baisse, tous les avoirs en dollars dans le monde ainsi que les marchandises (comme le pétrole) dont les prix sont fixés en dollar, ont une valeur qui baisse.

Cela n'est possible que parce que les E.U. continuent d'être le centre financier du monde capitaliste privé et conservent ainsi la capacité d'imposer le dollar comme monnaie universelle.

Ainsi les États-Unis savent-ils petit à petit l'instrument de leur domination pour tenter de la maintenir.

EST-CE LA FIN DE LA SUPERPUISSANCE MONÉTAIRE AMÉRICAINE ?

Il faut bien voir que les E.U. n'ont pas de véritable concurrent pour l'hégémonie monétaire mondiale parmi les impérialistes occidentaux. Les pays à monnaie forte (Japon, R.F.A., Suisse) n'ont pas l'assiette économique (poids dans la production et le commerce mondiaux, surface financière) et politique suffisante pour constituer une alternative. De son côté, le social-impérialisme s'appuie sur la puissance politique et militaire pour viser à la première place, mais son économie a besoin précisément de la militarisation pour s'imposer face aux pays capitalistes de l'Ouest.

On peut donc penser :

a) que la chute du dollar continuera. Si, à court terme le dollar va se maintenir à un palier grâce à la politique de Carter bénéficiant d'une conjoncture plutôt récessionniste, les raisons qui ont amené le recul prolongé du dollar ne sont pas résolues et sa baisse devrait donc continuer à long terme. Il faut bien voir que l'échelle historique de ces processus de déclin sont le long terme puisque, par exemple, la Grande-Bretagne (et la livre) a commencé de décliner à la fin du XIXème siècle, et que la concurrence des E.U. pour la 1ère place, menée pendant l'entre-deux-guerres, ne fut pleinement victorieuse qu'en 1944 (Accords de Bretton-Woods). Bien sûr, la rivalité principale oppose les E.U. à l'URSS, mais elle ne concerne que très indirectement le domaine monétaire.

b) que le dollar comme principale monnaie mondiale devrait se maintenir encore longtemps. Il est cependant déjà attaqué dans ce rôle :

- comme étalon des prix; les non-américains tendent à libeller leurs marchandises en d'autres monnaies, mais le prix du pétrole reste cependant fixé en dollars.

- comme instrument de réserves, les banques visent désormais à diversifier leurs réserves selon plusieurs devises.

Mais le dollar comme moyen de paiement (moyen de règlement de dettes) se maintient en raison du poids inentamé de l'appareil bancaire US et des places financières américaines. Or ce rôle de moyen de paiement est l'aspect essentiel de la monnaie à l'époque de la monnaie de crédit. Il n'y a donc pas d'alternative constituée au dollar; les pays européens tentent de mettre en place une nouvelle monnaie européenne (l'ECU) mais son existence suppose une unification prolongée (politique et économique) qui est pour le moins problématique si elle doit se faire sur la base du rapport égalitaire France-R.F.A. Et il y aurait encore tout un fossé entre l'existence d'une telle monnaie et le fait qu'elle puisse prétendre à remplacer le dollar au niveau mondial. Cela nécessiterait un autre affaiblissement du dollar que celui que nous voyons aujourd'hui et un tel effondrement ne peut que se condenser dans une guerre qui amènerait une totale redistribution du champ des forces mondiales: rappelons que les États-Unis n'ont remplacé la Grande-Bretagne comme puissance hégémonique qu'en 1944, c'est-à-dire après 2 guerres contre la puissance Allemande qui, ne pouvant justement rivaliser sur le terrain économique et monétaire, avait besoin de recourir à la guerre.

CHUTE DU DOLLAR ET GUERRE.

La chute prolongée du dollar est, pour autant, un facteur de dislocation du camp occidental qui vient renforcer les difficultés de la domination US. Ceci est peu sensible à court terme pour les E.U. qui manifestent ainsi assez facilement une certaine indifférence à ce mouvement.

A long terme, elle continue à rendre incertaines les évolutions de marché, les prévisions de rentabilité, à fragmenter le commerce mondial en incitant aux protectionnismes nationaux ou par zone géographique (Europe, Afrique...), à l'isolement des E.U. Ceci préfigure une crise financière généralisée compte tenu des niveaux d'endettement atteints et des masses de dollar en circulation dans le monde (plus de 400 milliards d'euro-dollars) et aux États-Unis (la masse monétaire représente 1500 milliards de dollars pour un endettement interne de 400 milliards !).

Globalement, la chute du dollar renforce les tensions à l'intérieur du camp impérialiste occidental ce qui n'a pas semblé une bonne chose à Carter à l'époque du renouveau de tensions mondiales entre les 2 superpuissances. Il ne peut laisser s'instaurer dans le camp occidental un climat d'anarchie et de repli protectionniste chez les impérialistes du second monde. D'où sa politique qui ne peut cependant qu'enrayer à court terme la dégringolade.

Les pays producteurs de matières premières (libellées pour la plupart en dollars) risquent également de faire les frais d'une telle chute ce qui pourrait relancer leur mouve-

ment propre, pour leur indépendance.

Globalement, la baisse du dollar, traduisant l'affaiblissement de l'impérialisme U.S. peut donc entraîner au niveau mondial un renforcement du combat des pays du tiers-monde pour leur indépendance, une plus grande autonomie des impérialismes du second monde.

Il est cependant à craindre qu'aujourd'hui cela accélère plutôt les risques de guerre car l'anarchie dans le camp impérialiste occidental favorise plus les menées agressives du social-impérialisme qu'elle ne rend plus probable un ralliement du second monde à un front uni anti-hégémonique fondé sur le tiers-monde.

La baisse du dollar aggrave la crise économique, les contradictions entre différentes fractions du capital, sans faire avancer d'un pouce la question de l'alternative à la guerre.

Lorsque les commentateurs bourgeois traumatisaient l'opinion sur la chute du dollar, ils visaient à resserrer les rangs des français pour la défense de l'impérialisme national derrière les hommes d'État «compétents».

Pour nous, révolutionnaires maoïstes, il est nécessaire de comprendre où nous dirigent les impérialismes français et US, pour renforcer notre identité politique et celle du peuple révolutionnaire face à cet aspect de la crise et face à la guerre qu'elle contribue à porter.

SITUATION INTERNATIONALE

IMPRESSIONS DE POLOGNE

LA FRANCE DE 1935 ?

Si l'on vous dit :

- 35 millions d'habitants,
- une industrie appuyée sur le charbon et quelques grands centres industriels,
- une agriculture et une population agricole encore très importante avec une majorité de petites exploitations privées (1), de grands villages très animés, mais aussi le début de l'exode des jeunes.

C'est un peu l'image classique de la France juste avant-guerre ou dans les années 30, mais c'est aussi la Pologne de 1978.

Les toutes premières impressions de Pologne, c'est cette évidence. La Pologne est un pays d'Europe, mais pas un pays impérialiste, un pays capitaliste avec quelques années de retard dans son développement sur les pays d'Europe occidentale. Le rideau de fer ne change ni la nature ni les grandes structures sociales des pays, c'est le même monde. C'est le paysage du capitalisme d'entre les deux-guerres: les voitures des couches privilégiées croisant sur les routes les carioles et les vélos non éclairés, car le peuple des campagnes considère la route comme ses chemins; les restaurants pour riches, où le menu coûte la moitié du SMIG polonais, et à côté des queues énormes devant les boucheries ou des charcuteries vides; d'énormes bâtiments modernes officiels pris au milieu d'amas de baraques en bois logeant dans une pièce des familles de 5 à 6 personnes.

C'est la grande différence entre les riches, encore pas bien nombreux, et les pauvres (les patrons touchent 50 000 zlotys, le salaire minimum est de 1600, le salaire moyen d'un ouvrier qualifié assez ancien, 3000 à 3500), et entre les deux, une couche d'intellectuels et de petits bourgeois, pas très nombreux et très isolés, complètement coupés du peuple, tels que nous imaginons la petite bourgeoisie française entre les deux guerres, en province. Il y est question du catholicisme et de la libération des mœurs, et quand on parle du peuple, sans penser à mal, on dit «les bas-fonds», ou la «racaille».

Que la Pologne soit un pays capitaliste, personne ne s'avise de le cacher. Les jeunes loups du Parti emploient eux-mêmes le mot de «capitalisme d'État», tout comme le

cardinal Wityzński dans ses prêches. Il n'y a guère de slogans exaltant le socialisme: les frontons des usines appellent seulement à «bien travailler pour le patrie».

L'ÉCONOMIE PARALLELE.

Quasi officiels aussi: l'économie parallèle et le système D: au point qu'on peut lire, à l'entrée du château de Craco -

(1) Les exploitations privées représentent encore en Pologne 70 à 80% de l'agriculture à la différence des autres pays «socialistes». Parmi les exploitants privés, il y a des riches (malgré la superficie maximale légale de 30 ha, il y a des tas de trucages possibles et il existe de très grandes exploitations), les moyens et beaucoup de pauvres. L'État polonais oscille continuellement entre cet état de fait et des tentatives de liquidation plus brutales (ce qui a provoqué les dernières révoltes.



le siège du parti social-fasciste mis à mal par les masses ouvrières

vie qui abrite les tombeaux des rois de Pologne: «C'est un lieu historique du peuple Polonais. Il est interdit d'y faire du commerce illégal». On ne cache pas non plus qu'on aime pas les russes, même pas les douaniers à la frontière: rien à voir avec les douaniers est-allemands ou tchèques. Ici, on est bien plus détendus et on vous dit ouvertement qu'on n'en veut qu'à vos sous.

On ne peut pas parler en Pologne de marché noir, ni de corruption, mais d'une véritable économie parallèle:

- avec le double travail: à l'officiel, on en fait le moins possible. On en a un autre après, (ou même pendant le travail officiel), dans sa spécialité, où on travaille vraiment, avec des gens qui vous payent ou qui vous rendent un service équivalent. C'est aussi une chose reconnue, les économistes du Parti déclarent qu'il est impossible de vivre avec le salaire minimum en Pologne.

- avec les combines, les pots-de-vin pour se procurer tout ce dont on a besoin, du papier d'identité, ou de l'attestation administrative, aux sacs de ciment «récupérés» pour finir de construire sa maison (la campagne est hérissée de maisons de briques à moitié construites, attendant la prochaine livraison, à côté de l'ancienne maison de bois).

Mais précisément, il y a dans ce cynisme une tonalité politique qui est celle de la nouvelle bourgeoisie. Il est temps de parler du deuxième aspect des choses.

LA POLOGNE, PAYS D'EUROPE DE L'EST, PAYS «SOCIALISTE».

La Pologne, c'est, entre l'URSS d'un côté, la RDA et la Tchécoslovaquie de l'autre, c'est un pays dominé. Pas dominé justement comme la RDA ou la Tchécoslovaquie, pays du front, avec les divisions militaires et les slogans russes tous les 800 mètres. La Tchécoslovaquie, ça fait riche à côté de la Pologne, il y a plein de choses dans les magasins, il y a même un métro en construction à Prague, «offert par les amis soviétiques», comme il est écrit partout. On peut aussi lire partout «vive l'armée soviétique», «vive l'intégration économique socialiste», etc... Il y a même sur une place de Prague un tank russe sur un socle, éclairé comme un monument, et gardé par deux soldats.

En Pologne, on n'a pas vu un seul slogan sur les russes, ni un seul russe: la domination directe, militaire, est plutôt discrète - et on laisse dire à Varsovie que les rues polonaises ne seraient pas très sûres pour d'éventuels soldats russes un peu isolés.

Ce qu'on voit, c'est d'une part l'effet de la domination économique, qui oblige la Pologne à produire et même à importer au profit de l'URSS (comme l'importation d'une usine pour fabriquer des gazoducs destinés... à la Sibérie) tandis que le charbon et la viande produites servent entièrement à payer la note, ce qui fait que le peuple peut réfléchir aux mérites de la division internationale du travail en contemplant les boucheries où pend un morceau de saindoux, alors que comme tant d'autres pays dominés, la Pologne se suffisait auparavant en viande et en production agricole, où en allant acheter la tourbe pour se chauffer. Les produits de base manquent souvent dans les magasins d'État, et les marchés libres paysans fleurissent aux portes mêmes de ces magasins.

D'autre part, et surtout, ce qu'on ne voit pas, mais qu'on sent d'autant plus et partout, c'est la domination politique, qui est comme une menace diffuse dans l'air ambiant, comme l'air ambiant lui-même. C'est le fond des saouleries au café, le terme où butent les conversations, peut-être aussi, pour certains, un alibi. De la guerre possible, ou probable, on parle à mots couverts, «chacun y pense», nous dit-on.

L'ÉTAT NE PEUT ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UN SIMPLE FANTOCHE DES RUSSES.

Certes, à l'heure actuelle, on dit que s'il n'y avait pas les russes, il y aurait en Pologne un régime parlementaire. Mais l'État et le Parti prennent bien soin de ne pas laisser à l'église le monopole des déclarations patriotiques, ils sont en

rivalité sur ce point. Et cet État et ce Parti sont bien ceux d'une nouvelle bourgeoisie, d'autant plus arrogante et méprisante pour le peuple qu'elle en est encore toute proche: les frères et la famille des jeunes technocrates du Parti vivent encore dans des baraques, tout le monde se connaît encore. D'où une haine et un cynisme bien spécifiques. Ces jeunes-là sont coincés entre les russes, qui les ont produit, d'un côté, leur peuple de l'autre. Ils entendent bien asseoir leur domination et faire de leur pays un véritable pays capitaliste digne de ce nom. Le social-fascisme est le seul mode de domination possible pour eux, et ils sont pour le développement du social-fascisme, contre les bavures, le laxisme et les fautes de gestion, contre les vieux bureaucrates incapables, pour l'instauration du règne des experts.

Ce qu'on perçoit en un cours voyage de la domination social-fasciste, c'est bien sûr les habitudes courantes de sécurité qui sont générales: il faut savoir si il y a quelqu'un du Parti dans les parages avant d'ouvrir la bouche. On a aussi un aperçu de la façon dont on résoud les contradictions au sein du peuple. Dans les banlieues, on a coutume de ramasser les ivrognes, les loulous et de leur faire passer la nuit au poste, avec tabassage et rasage de crâne... et il faut payer ensuite. Et puis un jour, il y a trop de «voyous» dans un coin, les rues ne sont plus tranquilles... et bien sûr on a ramassé tous les «hooligans» et depuis, on a plus entendu parler d'eux. Personne ne sait où ils sont. Ça, c'est pour les marginaux.

Pour les ouvriers, les bonzes du Parti se dérangent, dès qu'il s'agit de l'aristocratie ouvrière. En particulier pour les ouvriers et habitants des régions et villes qui n'ont encore pas participé aux révoltes, et qui sont l'objet sans doute des soins jaloux du Parti. Pour les autres, ceux qui se sont agités, on a décidé la livraison d'un saucisson hebdomadaire, maigre tentative de calmer les esprits. Les intellectuels et les petits bourgeois sont serrés de près, dans leur travail. La politique en direction des paysans semble bien plus confuse. Elle oscille entre des aménagements sans cesse remis en question de l'état actuel des choses, et des tentatives de liquidation plus brutales. Jusqu'à aujourd'hui, les paysans résistent avec acharnement, refusent toute main-mise supplémentaire de l'État (voir les dernières révoltes contre le projet de retraite des paysans en échange de droits plus étendus de l'État sur les terres). Les paysans, de surcroît, détestent les mairies et se plaignent de la tyrannie administrative.

La question de l'alliance entre ouvriers et paysans, entre villes et campagnes est certainement une question-clé, ou la question-clé de toute éventuelle politique révolutionnaire en Pologne. Et le Parti polonais mène campagne contre les paysans, vraisemblablement dans les usines, en tous cas dans la petite bourgeoisie urbaine, avec des arguments tout à fait semblables à ceux que nous avons entendu ici, lors de la révolte anti-PCP des paysans du nord du Portugal: les paysans sont arriérés, abrutis par le catholicisme, ils ne veulent pas le développement du pays, ils sont responsables des difficultés économiques de la Pologne, ils font le jeu des fascistes - et plus précisément: du courant nationaliste fasciste au sein du Parti (groupe Moczar), Gierek faisant figure de centriste. Toute révolte populaire est immédiatement accusée par la fraction actuellement au pouvoir de faire le jeu de la droite du Parti.

L'ÉGLISE: NATIONALISME ET «DROITS DE L'HOMME».

L'Église est la deuxième grande force politique du pays. Même si elle est divisée dans son rapport au gouvernement, elle est principalement une puissance d'opposition, le lieu de regroupement et d'action de l'opposition bourgeoise parlementaire pro-américaine.

Sa politique a deux aspects:

- le nationalisme. L'Église cherche à canaliser entièrement à son profit le courant patriotique anti-russe. Cela va des fleurs sur les tombeaux des rois ayant combattu les russes, de la profusion des drapeaux polonais dans les églises, sur



l'Église, une force politique de masse

les autels... à des manifestations ultra-nationalistes et chauvines, comme celle du 21 Novembre en l'honneur de la lutte anti-bolchévique de Pilsuelski. Cependant, sans doute moins que dans d'autres pays de l'est, et surtout moins qu'en URSS même, le peuple ne confond pas, en Pologne, la haine des russes et celle de la révolution bolchévique. Témoin cette réflexion d'un passant, à qui on parlait par erreur de la «rue de l'armée rouge», au lieu de «rue de l'armée soviétique»: «moi aussi, je suis comme vous. Je préfère l'armée rouge à l'armée soviétique».

- la «défense des droits de l'homme». L'Église a mis en place une organisation semi-clandestine de défense des droits de l'homme. C'est une organisation politique de la bourgeoisie classique réactionnaire, anti-sémite, contre l'avortement, etc... Cette politique l'amène cependant à soutenir tous ceux qui sont menacés par la répression, par des prêches (contre la répression en 71 et en 76 par exemple), mais aussi en fournissant au K.O.R. une infrastructure logistique. L'État polonais cherche par tous les moyens à rompre cette alliance (tactique).

RADOM.

Radom est la ville où ont eu lieu les plus grandes mobilisations pendant la révolte victorieuse de 76 contre la hausse des prix. Les manifestations ont rassemblé les ouvriers avec le peuple de toute la ville. Les gens y ont attaqué les immeubles du Parti en chantant à la fois l'Internationale, le chant des partisans polonais, et des chants religieux patriotiques.

Réponse des autorités: tous les instituteurs de Radom ont été mutés, pour n'avoir pas su «éduquer les jeunes dans l'esprit socialiste», et les fameux saucissons hebdomadaires en prime dans les usines, après que le saccage du siège du Parti ait permis d'y trouver d'énormes quantités de jambons. Radom est une grande cité ouvrière, noire et pauvre, avec les vitrines de la rue principale et les bâtiments officiels fraîchement repeints, jaunes ou roses. Et les gens? Des ouvriers et des ouvrières en foule compacte, fatigués, marchant vite. L'allure générale, comme partout en Pologne, n'est nullement résignée, même s'il y a les bistrotts aux buveries énormes. D'ailleurs, le bistrot et la boisson, avec le cortège renouvelé des bagarres du samedi soir avec les miliciens (beaucoup d'ouvriers vont en prison en Pologne pour insultes à la milice et bagarres: les miliciens sont issus du peuple, ils fréquentent les mêmes bistrotts que les ouvriers, ils sont

à la fois proches et détestés. Il n'y a qu'à imaginer le délégué CGT avec un uniforme de flic! (2) n'est-ce pas aussi, pour le peuple polonais, une façon de «prendre la mesure des choses?» (à l'autre bout, État et Église sont en collusion pour ce qui est des campagnes contre l'ivrognerie: plus précisément, l'État fait appel à l'Église sur ce point).

Certains en Pologne ont déjà réglé son compte à la classe ouvrière: c'est la résignation, le désespoir, et de temps en temps l'émeute. De toutes façons, il ne peut y avoir rien d'autre, «vu qu'on a les russes». Ils sont dans l'immobile, le cyclique. Mais un autre courant, bien plus important, prend acte de ce que quelque chose de fondamental a changé depuis la grève de 70. La classe ouvrière est entrée en scène, est à nouveau dans une histoire dominée par le peuple. Le film de Wajda «L'homme de marbre» en est un bon témoignage: il y a aujourd'hui un fil à suivre, un processus, une pensée nécessaire.

LE K.O.R. (Comité de Défense des Ouvriers), AUJOURD'HUI: COMITÉ D'AUTODÉFENSE SOCIALE.

Le K.O.R. a eu le très grand mérite de réaliser dans la pratique l'alliance entre la classe ouvrière et une partie des intellectuels. Même si cela a été limité dans le temps, c'est une rupture essentielle et un pas en avant, si on se rappelle qu'en 68 les étudiants et intellectuels se sont révoltés tous seuls, et qu'en 70 et 71, les grèves ouvrières de Gdansk n'ont suscité aucun soutien dans la jeunesse intellectuelle (en partie décimée par la répression qui a suivi 68).

Le K.O.R. a suscité ce qu'on peut appeler un véritable mouvement démocratique (révolutionnaire?), le premier dans un pays de l'Europe de l'est: récolte de fonds très importantes, signatures en masse de pétitions, signatures pour la libération des détenus, signatures dans les usines pour le réembauchage des ouvriers licenciés, signatures dans les facultés et les bureaux.

Ce mouvement a été victorieux: les ouvriers, condamnés parfois à 8 ou 12 ans de prison, ont tous été amnistiés, la plupart ont été réembauchés, même si ce n'était pas toujours à la même place. Par contre, certains intellectuels signataires se sont trouvés complètement isolés et encerclés dans leur travail, sinon vidés. L'idée essentielle lancée par le K.O.R., c'est que le peuple est responsable collectivement de ce qui lui arrive. Il a fait la critique de la débrouillardise individuelle, de la désunion devant l'État social-fasciste, montrant que la peur qui enferme dans le «chacun pour soi» ne peut que se nourrir elle-même et amplifier encore l'isolement face au pouvoir de l'État. C'est en ce sens qu'il s'agit bien d'un véritable mouvement démocratique populaire, et ce qui a conduit le K.O.R. à prendre le nom de «Comité d'Autodéfense Sociale».

Bien sûr, c'est là aussi que les difficultés commencent. Car il n'y a pas de politique derrière, pas de ligne politique. Ceci était à l'origine revendiqué en tant que tel par le K.O.R. Mais, pas de politique, cela voudrait dire à la longue: militer pour l'instauration d'un régime parlementaire classique, en fin de compte sous la houlette de l'Église.

L'activité actuelle du K.O.R., c'est:

- d'une part, continuer à soutenir le mouvement de révolte (comme le mouvement paysan).

- d'autre part, et c'est aujourd'hui l'aspect essentiel de son activité, l'organisation des «universités volantes». Il s'agit de regroupements organisés clandestinement, mais avec une audience assez importante, dans des appartements, pour écouter tel ou tel professeur sur un sujet censuré officiellement. Cela est le signe du renouveau de la pensée, de la volonté en particulier d'avoir un point de vue sur l'histoire de la Pologne.

(2) Cf le début du livre paru chez Maspéro: «Pologne, une société en dissidence» qui contient une description de la classe ouvrière de Radom, des témoignages du K.O.R. et un récit de la grève de Gdansk en 1970.

AVOIR CONFIANCE.

Si on discute de plus près, on s'aperçoit que la grande question, c'est: que signifie, aujourd'hui, avoir confiance dans les masses, référé pour l'instant à la question du programme. Tout le monde, même des gens du Parti, critiquent le capitalisme d'État au nom du socialisme. Donc, cela ne suffit pas, nous dit-on. Il nous faut un programme ! Des perspectives ! Des garanties ! Il faut savoir où on va aller. C'est là-dessus que porte la lutte entre les deux voies.

Car justement, répondent les jeunes loups du Parti (à notre sens, l'avant-garde révisionniste et social-fasciste) c'est ce que nous voulons, nous, un programme, que nous allons faire, nous les experts, et on fera avancer le peuple - qui n'en a que pour les mirages de la démocratie parlementaire - qu'il le veuille ou non, vers le vrai socialisme...

Arrivés là, on ne peut que parler de la Révolution Culturelle, et c'est là-dessus qu'on nous interroge. En Pologne, on ne sait rien de la Révolution Culturelle, sauf justement dans le Parti, où il y a dû avoir des cours politiques

IRAN

Camarades,

Voilà plus d'un an maintenant que le peuple iranien est engagé dans un terrible corps à corps pour imposer le renversement d'un oppresseur fasciste exécuté, pour briser l'ordre social, pour se libérer du tuteur impérialiste américain. Il faut dire l'admiration et la solidarité pour un peuple héroïque qui sans craindre aucun obstacle et au prix de son sang se dresse, tient tête, et ne dévie jamais de son objectif fondamental.

Ces vastes soulèvements populaires ont une portée mondiale. Comme au Nicaragua, nous avons là une offensivité nouvelle des peuples jusqu'à ce jour étouffés sous le carcan de l'impérialisme américain. C'est la façon dont ces peuples tirent parti du recul forcé de cet impérialisme, balayé ailleurs par les luttes de libération nationale, et soumis à la rivalité frénétique qui l'oppose à l'autre superpuissance le social-impérialisme soviétique.

Ces dernières semaines, la situation en Iran est entrée dans une étape décisive. Les marxistes-léninistes de tous les peuples du monde scrutent le rapport des forces, leur devenir, et s'efforcent, autant qu'il est possible de le faire de loin, de prévoir ce qui va être l'issue de l'immense combat en cours.

Il s'agit bien évidemment de discerner, par-delà les péripéties tactiques et les unanimités provisoires, ce qui se dessine comme progrès politiques pour le peuple iranien lui-même, et ce qui peut faire obstacle à ce que ce peuple, formidable acteur de l'histoire, soit le véritable maître de son action et de ses résultats.

Un élément essentiel de nouveauté, dans la dernière période, est à notre avis l'attaque directe des masses contre la SAVAK, contre les forces armées et la police, contre les représentants de l'impérialisme américain. Les exemples sont innombrables, de l'attaque de siège de la SAVAK à Ispahan le 12 décembre, à la mise en circulation dans les masses d'une liste de tortionnaires savakis, en passant par les attaques de l'ambassade américaine.

Dans tous ces cas, des fractions significatives du mouvement de masse s'emparent des questions de l'épuration des fascistes sans attendre les gouvernements à venir.

Ceci représente pour la bourgeoisie iranienne et ses maîtres américains un danger tout à fait nouveau. Un régime réactionnaire, ses relais, ses rechanges, peuvent supporter des manifestations extrêmement longtemps. Il peut aussi supporter des grèves. Il sait reculer, concéder, manœuvrer, changer de personnel. L'essentiel est toujours pour lui de préserver ce qui est le pilier de l'appareil d'État : le monopole des armes et le monopole de la justice et de la répression.

L'intervention directe des masses contre les fascistes porte atteinte à ce monopole et suscite de toutes parts, l'activité fébrile des forces politiques, des prises de position de l'ayatollah Khomeiny contre les violences anti-savak, aux menaces et fluctuations du gouvernement Bakhtiar. C'est là un point d'antagonisme entre les aspirations du peuple révolutionnaire et la position déjà gouvernementale, déjà étatique, des dirigeants actuels de l'opposition.

Le deuxième élément fondamental de la situation, c'est que la crise de succession a atteint un point très aigu. Face aux vagues de la résistance populaire, il y a incapacité des impérialistes à définir une relève acceptable pour leurs intérêts. L'instabilité de la situation s'aggrave. Une gigantesque et incertaine crise politique est totalement ouverte. Le départ du Chah a été approprié par les masses comme une grande victoire. C'est en effet la preuve la plus éclatante que les

confidentiels à ce sujet. Ce qui fait qu'on serait dans la situation où il y a des révisionnistes du temps de la G.R.C.P., et les «révolutionnaires» qui commencent, sans aucun documents, à tatonner.

Ces impressions d'un voyage rapide ne peuvent absolument pas tenir lieu d'analyse d'ensemble de la situation politique en Pologne et des forces en présence. Ce travail reste entièrement à faire. Il nous semble cependant confirmer, d'une part, que la Pologne est un maillon faible de la domination social-impérialiste en Europe, et un pays où les choses bougent du côté de la classe ouvrière, entraînant un renouveau de la politique dans l'ensemble du peuple.

D'autre part, ce voyage nous confirme qu'une tâche internationaliste essentielle qui nous incombe est de faire connaître partout et le plus largement possible l'histoire de la Révolution Culturelle, et les éléments de réflexion et de bilan à ce sujet. Il faut soutenir l'articulation des révoltes et de la politique en Pologne avec le mouvement de l'histoire idéologique mondiale.

(message de l'UCFML au meeting des étudiants iraniens de l'UEIF-Cisnu, à Paris le 18 janvier)

masses font l'histoire, et qu'un tyran fasciste peut être balayé par le soulèvement d'un peuple.

Mais les bourgeoisies iraniennes s'approprient à tout faire pour que cette victoire reste sans lendemains pour le peuple. L'armée, semble-t-il, demeure dans sa masse un bloc compact, et l'extrême droite fasciste y détient des positions de commandement. C'est là le point clef de la situation. Nul ne peut exclure qu'en définitive les dirigeants actuels de l'opposition ne passent un compromis politique avec l'armée pour stabiliser de force la situation ; nul ne peut exclure non plus que l'armée finisse par entrer en scène pour son propre compte. Déjà les dirigeants religieux se sont comportés en défenseurs d'ensemble de l'État iranien : ils sont ouvertement candidats au pouvoir par le biais de la désignation d'un gouvernement ; certains ont menacé les marxistes et les communistes.

La révolution iranienne était dans l'unité pour le renversement du Chah. Elle affronte bientôt les divisions inévitables d'une nouvelle étape. Face à tout cela, seule l'autonomie complète du prolétariat et du peuple pourront à l'avenir garantir la pérennité des victoires remportées par les masses.

Camarades, la vaste lutte du peuple iranien est partie intégrante de la lutte révolutionnaire des peuples du monde. C'est un véritable soulèvement populaire mettant en branle des millions d'hommes et de femmes. Nous devons en tirer force et courage. Cet assaut affaiblit plus encore la superpuissance américaine. Raison de plus pour surveiller de près, et dénoncer à temps, les agissements de la superpuissance soviétique et de son complice local, le parti Toudeh.

Tout récemment l'ignoble agression vietnamienne contre le Kampuchéa démocratique a montré de quoi le social-impérialisme et ses alliés étaient capables. Aujourd'hui, est ouverte au Kampuchéa la première grande guerre populaire de libération nationale contre le social-impérialisme. C'est là une grande date pour tous les peuples du monde ! C'est aussi un grand enseignement.

Nous devons aussi être attentifs au jeu de l'impérialisme français, complice de tous les crimes du Chah, qui aujourd'hui essaie de flatter et de rallier à ses intérêts propres les dirigeants de l'opposition. Cet empressement n'annonce rien de bon, à coup sûr, ni pour notre peuple, ni pour le peuple iranien.

Camarades, le vaste et déjà historique mouvement de masse en Iran est la base de l'avenir. Il est la grande école pour les nouvelles forces de la révolution. Il trempe l'avant-garde au feu de la politique de masse.

En s'organisant de façon autonome, en s'appuyant sur le maoïsme, marxisme de notre temps, en appliquant à la situation les leçons universelles de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, en luttant contre les deux bourgeoisies et les deux superpuissances, le peuple iranien vaincra et forgera l'Iran démocratique, indépendant et populaire !

VIVE L'INTERNATIONALISME PROLÉTARIEN !
SALUONS LE RENVERSEMENT DU CHAH, TYRAN FASCISTE
PAR LE SOULEVEMENT DE TOUT LE PEUPLE IRANIE !
A BAS LES DEUX SUPERPUISSANCES, USA et URSS !
VIGILANCE INTERNATIONALISTE CONTRE TOUTES LES
MANOEUVRES VISANT A PRIVER LE PEUPLE IRANIE
DES RÉSULTATS DE SON INSURRECTION !
VIVE L'IRAN LIBRE, DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE !

ETATS ET PARTIS FACE AU RISQUE DE GUERRE MONDIALE

La question de la guerre et de la paix est à l'ordre du jour. La rivalité des 2 super-puissances USA et URSS, le surarmement, la férocité en temps de crise des contradictions entre les impérialismes : les facteurs de guerre s'accumulent. Dans 3 régions du monde - l'Afrique, le Moyen-Orient, le Sud-Est Asiatique, des guerres locales sanglantes font partie de cette accumulation.

Dans la dernière période, deux faits ont encore aggravé la situation :

- 1) Issus du même courant historique, la libération nationale anti-américaine dans les années 60, le Vietnam et le Kampuchéa (ex-Cambodge) s'affrontent militairement.
- 2) Deux États socialistes, la Chine et l'Albanie, rompent toutes leurs relations, et l'Albanie déclenche une campagne d'une violence sans précédent contre la Chine.

Les révolutionnaires maoïstes doivent examiner ce grand tumulte avec sang-froid, en marxistes, et à la lumière de leur expérience propre. L'époque de l'État-socialiste guide et modèle, source de directives, est complètement terminée. Nous comptons entièrement sur nos propres forces, et nous en avons les moyens.

L'origine des déchirements actuels est à chercher, à notre avis, dans la nouveauté de la situation : le risque de guerre mondiale, et la question : « que faire ? » posée aux Partis, aux prolétariats, aux peuples, aux pays, aux États, par ce risque. La question nationale, ce grand sphinx de notre temps politique, redevient essentielle POUR TOUS.

Nous entreprenons dans « Le Marxiste-Léniniste » une suite d'études et de réflexions sur ces points :

- a) La position de l'Albanie (article paru dans le numéro 31 - Nov 78)
- b) La ligne du Parti et de l'État Chinois. (paru dans le No 32 - Dec 78)
- c) Les différentes forces politiques en France face à la question de la guerre.
- d) La ligne des maoïstes de l'U.C.F.M.L.

LA POSITION DES FORCES BOURGEOISES FRANÇAISES

Face aux dangers de guerre, Giscard, le RPR, le PC, le PS, les différentes forces bourgeoises en France se définissent aussi. Leurs positions, leurs politiques par rapport à cette question traduisent en même temps :

- qu'ils ont conscience de ce danger de guerre, ce qui n'est pas nécessairement identique à ce qu'ils disent. Mais qui s'est, par exemple, traduit concrètement avant les dernières élections dans la condition suivante: crédibilité minimum comme force Étatique de défense de l'impérialisme français suppose minimum de cohérence de leur conception politico-militaire de la défense.

- que leurs réponses sont largement liées à leur projet politique en tant que tel de bourgeois impérialistes. C'est d'ailleurs cela la base des différences et identités entre leurs attitudes: la plus ou moins grande cohérence de leur pensée

politico-militaire est largement liée à la plus ou moins grande cohérence de leur projet et logique impérialistes.

- qu'ils ont tous le plus grand mépris, l'absence totale de confiance dans le peuple pour mener la guerre et qu'ils l'exposent désarmé et impuissant face à ces dangers. Ce qui va de pair avec le fait qu'en dernière instance toutes ces positions des forces bourgeoises sont des positions de ralliement à l'une ou l'autre des superpuissances, les aspects plus « nationalistes » de certains cachant seulement (et mal!) la volonté d'embrigadement du peuple derrière leur propre bannière.

Reprenons d'abord les deux premiers points à travers les positions respectives de chaque parti, afin de montrer leur spécificité. Pour revenir ensuite sur leur caractère commun anti-populaire et impérialiste.

GISCARD.

En apparence, sa position peut apparaître moins cohérente que d'autres, marquée par une difficulté à se «sortir» de l'héritage gaulliste de la stricte dissuasion nucléaire, marquée par des hésitations (comme sur la construction ou non du 6ème sous-marin nucléaire) ou des initiatives nouvelles peu suivies (comme l'intervention à la conférence sur le désarmement).

Mais il est au pouvoir; et si certains points sont peut-être encore obscurs, sa conception de la défense est largement mise en pratique dès aujourd'hui et cela suivant une logique d'ensemble. Logique qui repose sur:

-1) L'hypothèse de la guerre mondiale existe («le monde est à l'heure actuelle en état de surarmement dans une optique très particulière qui est celle du conflit Est-Ouest», thèse défendue en 76, reprise dans le discours à l'ONU). Mais elle n'est pas pour tout de suite et si elle éclate c'est plus dans une échéance de 15-20 années, voire «l'an 2000» (Cf dernière conférence de presse).

-2) La place politico-économique qu'il voit à la France dans ces 10-20 prochaines années pour survivre comme puissance impérialiste: «en tête des puissances (traduisez impérialistes) secondaires, derrière les deux superpuissances». Ce qui veut dire compétition avec les autres puissances impérialistes, mais sur la base d'un accord avec les USA et surtout l'Allemagne de l'Ouest (pour abaisser et éliminer les autres concurrents, comme la Grande-Bretagne, l'Italie... afin de mener ensuite compétition pacifique et «dans les règles» entre eux). «Autonomie» relative grâce à un rôle spécifique dans l'axe Nord-Sud; en se plaçant comme l'interlocuteur privilégié, comprenant les difficultés de ce «Sud» (Cf les discours en Guinée récemment).

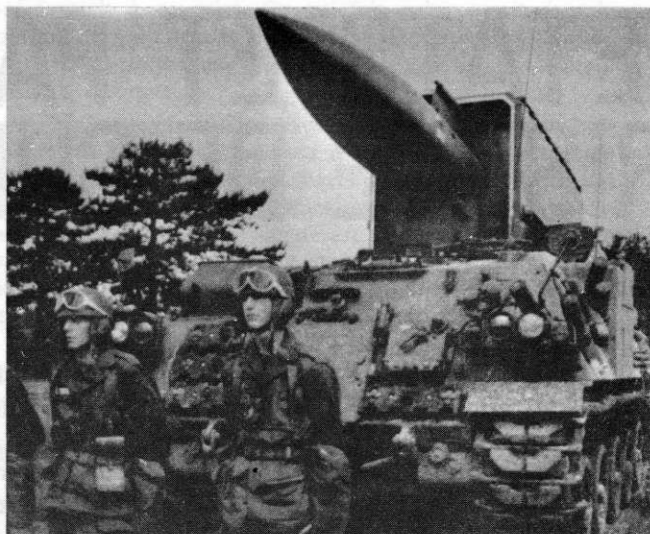
Conséquence, face à l'échéance de type «moyen-long terme» de la guerre, la meilleure préparation est dans le développement de la force politico-économique de l'impérialisme français. Alliée à un certain nombre d'atouts d'indépendance et de capacité d'interventions militaires propres, qui traduisent sur le terrain militaire la stratégie d'ensemble de l'impérialisme français vu et rénové par Giscard. Concrètement, cela donne :

-a) **Maintien de la force stratégique nucléaire et de la stratégie de la dissuasion**, comme axe central de la défense. «La première obligation est de maintenir notre capacité nucléaire au niveau nécessaire» (loi-programme 77-82). «L'indépendance nationale est fondée sur la dissuasion nucléaire» (Bourges, ministre de la défense).

L'orientation nouvelle un peu précise sur ce point étant de plus lier leur développement à notre force d'impérialisme secondaire qu'à un développement «dans l'absolu». «Il n'est pas nécessaire que la menace considérable et instantanée qu'elles (les forces nucléaires) font peser sur tout agresseur soit proportionnée à la puissance de celui-ci mais plutôt à la valeur de l'enjeu que nous représentons» (Bourges).

Cela se traduit actuellement par le remplacement progressif des ogives «simples» par des ogives à têtes multiples (comportant plusieurs charges): cela pour les fusées du silo du plateau d'Albion et les sous-marins nucléaires, 2 composants stratégiques essentielles, les Mirage IV porteurs de charges n'ayant pas encore de remplacement immédiat prévu après 1985.

-b) **Insertion minimum dans le champ de bataille Européen**, ceci lié au cadre de l'alliance politico-économique occidentale et nord-américaine de la conception giscardienne. Le principal étant qu'en cas de guerre en Europe (particulièrement en Allemagne) les forces françaises devront en être partie prenante, et ne pourront pas attendre l'issue du combat repliées sur elles-mêmes. C'est ce point qui a constitué la trame des nouvelles orientations définies par Giscard et le général Méry (chef d'état-major) avec des déclarations du type «il n'est nullement exclu que nous participions à cette bataille de l'avant (celle aux frontières de la RFA et de la RDA). Je pense même qu'il serait extrêmement dangereux



l'armée française : force de frappe ...

pour notre pays de se tenir volontairement éloigné de cette première bataille au cours de laquelle se jouerait en fait déjà notre propre sécurité». Déclarations, qui, liées à l'éventualité d'installer des chars avec missiles Pluton (à ogives nucléaires tactiques) en Allemagne, ont provoqué des polémiques importantes avec d'anciens orthodoxes gaullistes.

-c) **Pas de politique du «tout ou rien»**. «Si la France ne peut parler ou agir qu'en fonction du tout ou rien, son attitude manquera de crédibilité» (Giscard 6/76). Cela recouvre aussi bien l'idée d'une guerre se développant par crises successives, situations mouvantes et non en un épisode, que la volonté de pouvoir faire intervenir les forces impérialistes françaises dans telle ou telle situation «troublée». Traductions militaires:

- importance du concept de bataille. «Notre organisation de défense devait être conçue pour pouvoir livrer bataille» (Giscard, idem). Ce qui au passage est la reconnaissance que la grande majorité de l'armée était (et est encore) largement non-opératoire en cas de conflit d'envergure. D'où «grandes manœuvres» de l'armée de terre réorganisée, affirmation du caractère tactique, utile dans la bataille, des missiles nucléaires tactiques (les Plutons, ceux de l'aviation...).

- prise en compte de situations diverses comme par exemple un blocus des sources d'approvisionnement énergétique, d'où nécessité de développer la marine.

-d) **Interventions impérialistes pour son «propre compte»**. Ceci est directement lié à la volonté de faire jouer un rôle particulier à l'impérialisme français dans l'axe Nord-Sud, plus précisément de se présenter comme le défenseur et le porte-parole des pays «démunis» face aux menées des superpuissances, essentiellement en Afrique. Cela se développe suivant deux axes:

- développement d'un corps d'intervention réellement opérationnel (composé de volontaires engagés) capables d'actions rapides. Kolwezi, le Tchad ou le Liban ont montré que cette pratique d'intervention militaire directe est une composante importante de la politique impérialiste. Cela se trouve militairement renforcé par des tentatives de plus grande mobilité des forces militaires (en particulier les forces aériennes) de l'Est de la France vers le Sud (Cf la nouvelle importance de bases militaires comme celles situées en Corse).

- conférence sur le désarmement et discours «tiers-mondistes». Quand Giscard, à l'ONU en Mai 78, fait son «grand discours» sur le désarmement, c'est en fait sans grandes illusions sur ces effets pratiques (en particulier en direction des 2 superpuissances qui ne l'écouteront que d'une oreille distraite et plutôt agacée). L'aspect principal de l'opération politique est ailleurs.

En partie, c'est une opération de politique intérieure en France: vers la petite bourgeoisie sur un sujet où elle est sensibilisée, vers le PS qui fait du désarmement un de ses «grands thèmes».

Mais aussi, et surtout, une opération politique vers le Tiers-Monde (via la tribune de l'ONU). Car dans son discours alors qu'il reconnaît lui-même qu'en Europe il n'y a rien à faire et que d'ailleurs la France elle-même n'est pas du tout prête à ralentir son armement, il développe un point de vue, des propositions de défense du Tiers-monde, du «Sud». Par exemple :

- création de zones dénucléarisées (Amérique du Sud, Afrique) où tous les pays s'engageraient à ne jamais se servir ou stocker des armes nucléaires (cela générerait beaucoup plus russes et américains que la France, et ça n'empêche pas de vendre des armes classiques).

- point de vue, propositions «égalitaristes». Tout le monde devrait pouvoir parler du nucléaire, avoir sa place égale aux autres dans les différentes instances internationales...

En clair, soyons tous plus égaux, la France «se chargera» de faire entendre la voix des plus petits face aux super grands.

L'ensemble de cette position giscardienne traduit une certaine cohérence entre les orientations militaires et le projet politico-économique de développement de l'impérialisme français dans les prochaines années. C'est une position qui comprend aussi des aspects avanturistes, certains en regard du risque de guerre mondiale, sous-estimant ou ignorant les dangers d'accélération et par là-même les développant. Ainsi l'intervention au Zaïre pouvait accélérer les risques d'interventions directes de l'URSS alors que la France était strictement incapable de répondre à cette éventualité (on peut déjà remarquer de ce point de vue que même pour l'intervention limitée qui a eu lieu, la France a eu besoin d'avions de transports américains). Enfin, cette conception est complètement interne à l'identité d'impérialisme secondaire: mener la guerre véritablement est impossible. La solution ultime reste le «parapluie» américain. A aucun moment il n'est question du rôle et de la protection du peuple. Sur ce point fondamental, nous reviendrons globalement après avoir examiné plus rapidement les autres forces bourgeoises.

ni de la transformation réelle de la situation mondiale et traduisant surtout leur absence de projet véritable et crédible de développement de l'impérialisme français dans les 10-15 prochaines années.

Pour diminuer leur faiblesse sur ce dernier point, ils développent un alarmisme beaucoup plus important sur l'imédiateté des dangers de guerre (Debré: «nous ne pouvons dire si les 10 prochaines années ne verront une guerre mondiale, alors que nous pouvions le dire 10 ans plus tôt»). Ceci lié à un forcing politique sur «l'indépendance nationale stricte» et sur l'importance des questions militaires. Le seul point exprimé par eux sur le développement de l'impérialisme français en tant que tel consiste à revenir à une conception plus classique de la domination impérialiste, plus «coopération» que militaire (Cf réactions au moment du Zaïre, sur les relations avec l'Algérie), se heurtant moins directement aux russes et porteuse en partie d'une conception «protectionniste» (et moins agressive) de l'espace d'action de l'impérialisme français.

Traduction «politico-militaire» de cette position: c'est la conception du «sanctuaire national». On dit aux agresseurs éventuels «nous ne nous occupons guère de vos affaires, alors ne nous touchez pas sinon nous pouvons vous faire tant de destructions». Position du «tout ou rien», qui, outre son caractère irréaliste n'est en fait sur le fond guère différente de la conception giscardienne quant à la seule volonté de monter les enchères sur «avec qui s'allier, comment se vendre». Et cette position réduit la défense à la seule question «appuyer ou non sur le bouton nucléaire» et seulement à cela.

Les manifestations concrètes de cette position apparaissent dans les désaccords ou exigences nouvelles par rapport à Giscard comme:

- interventions sur l'importance du nucléaire stratégique et son développement prioritaire. Ainsi, après avoir obtenu la construction d'un 6ème sous-marin nucléaire, Debré parle maintenant de 10 sous-marins comme strict minimum (un sous-marin nucléaire coûte environ 200 milliards anciens !).

- refus de sortir du strict cadre de la «dissuasion nucléaire stratégique», du «tout ou rien» en particulier ils sont assez contre l'utilisation au combat du nucléaire tactique (car risque d'affaiblissement de la volonté d'utiliser le stratégique).

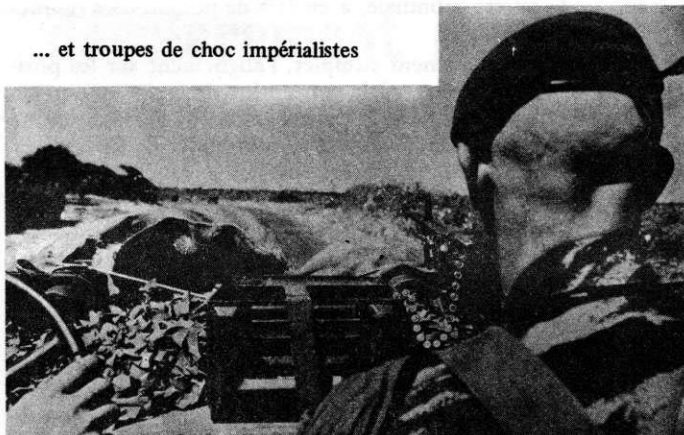
- refus du champ de bataille externe. De l'autre côté du Rhin, ce ne sont pas nos affaires: pas de Plutons en Allemagne, pas de participation au «combat de l'avant», nous restons dans notre sanctuaire !

- «valorisation» politique de l'armée, en étant à la pointe de la défense du caractère exemplaire de l'armée, contre les «attaques anti-militaristes». Ils se font maintenant les champions de l'augmentation du budget de l'armée (même s'il a augmenté en proportion depuis Giscard plus que Pompidou l'avait diminué).

L'ensemble de cette position ne se rattache aux rapports de force mondiaux réels que dans l'aspect: l'attaque atomique française affaiblirait l'adversaire, par rapport à son combat d'ensemble avec l'autre super-puissance (cela montre encore bien la dépendance réelle aux USA). Mais c'est surtout une position absurde sur le fond, car elle reflète l'incohérence du projet politico-économique de développement actuel de l'impérialisme français que conçoivent (ou plutôt n'arrivent pas à concevoir) les gaullistes. Sans nouvelle politique d'alliances au niveau mondial, dans le repli sur soi et l'affrontement avec toutes les autres puissances impérialistes, le développement (et donc la survie réelle) de l'impérialisme français en tant que puissance politico-économique est condamné. Dans les périodes de montée des tensions, de concurrences plus sévères dues à la crise, l'heure ne peut pas être pour une puissance impérialiste au «neutralisme». C'est ce qui d'ailleurs traduit la faible crédibilité actuelle des gaullistes au sein des forces bourgeoises.

Le seul point de force leur restant étant de développer des relents nationalistes, peuvent en partie faire illusions dans certaines fractions du peuple face au sentiment crois-

... et troupes de choc impérialistes



GAULLISTES.

«La pensée militaire française fait un bond en arrière de 10 ans» disait Messmer pour critiquer les nouvelles orientations giscardiennes. Mais en fait ce sont les gaullistes eux-mêmes qui restent sur des positions figées, ne tenant compte

sant des menaces de guerre. Mais cette fausse problématique, pour une fraction bourgeoise impérialiste, de «superbe isolement» ne peut être porteuse que d'un embrigadement nationaliste et chauvin du peuple, qui, par certains côtés, sert plus les intérêts du PCF social-fasciste (voir d'ailleurs comment le PCF se félicite à l'heure actuelle de certaines déclarations du RPR).

PS.

Suivant la force que l'on regarde, la force parti candidate au pouvoir Étatique ou celle de parti voulant élargir sa base de masse en tentant de récupérer à son profit tel ou tel mouvement de masse, telle ou telle contestation, suivant le courant en son sein auquel on attache le plus d'importance... la position du PS varie assez considérablement et est parfois assez floue.

Conscient cependant avant les élections qu'il lui était nécessaire d'avoir un minimum de cohérence Étatique, le PS avait réuni une «grande convention nationale» sur ce sujet qui pour l'essentiel:

- confirma le ralliement à la ligne défendue jusque là par des gens comme Henu («le spécialiste sérieux»), Pontillon... à savoir «tenir compte du fait nucléaire». Ce qui signifiait en fait se rallier à la stratégie de dissuasion nucléaire, même si là aussi quelques couplets de compromis en direction des «humanistes» réaffirmait l'importance «d'œuvrer pour le désarmement».

- réaffirma la fidélité à l'alliance atlantique et à la protection américaine.

En fait, derrière quelque apparence «populaires» (du type Mitterrand proposant un référendum pour «que les français eux-mêmes décident du choix nucléaire ou non» ou des grandes phrases comme «créer des conditions d'une autre politique de défense»... dont il n'est plus dit le moindre mot), la position d'ensemble est assez proche de la position giscardienne (en particulier chez ceux qui s'occupent «sérieusement» de la question au PS !). Et les beaux discours sur la nécessité de donner l'exemple en matière de dénucléarisation (par exemple suppression des fusées du plateau d'Albion) n'ont comme alternative que le rapprochement plus grand des USA comme «couverture» atomique. Quant à la nature «humaniste, à la recherche du désarmement nucléaire» (texte de la convention), son humanisme n'empêche pas par exemple Martinet (membre du PS) de proposer la création de «trois divisions d'assaut, entraînées dans un esprit offensif et disposant d'importants moyens de transports... pour un éventuel théâtre d'opérations méditerranéennes» ! Giscard peut encore puiser au PS s'il lui manque des idées !

PCF.

Quand le PC, «champion de la détente et de la lutte contre la guerre, pour le désarmement» a annoncé en Mai 77 sa décision d'accepter, voire de développer, l'arme nucléaire française, on parla de changement radical d'attitude par rapport aux risques de guerre.

Et c'était une nouveauté réelle; ce n'était pas qu'un argument électoral. C'était une décision qui prenait place dans l'affirmation pratique qu'ils se voulaient les meilleurs défenseurs de l'impérialisme français, en tant que puissance et donc capables de présenter un projet alternatif pour son développement. «La France n'est pas faible !» s'écrie un de leurs experts militaires.

Car ils présentent alors une nouvelle logique politico-économique pour la France impérialiste, en particulier:

- par une modification des alliances dans le tiers-monde, une «coopération» plus intelligente (exemple le plus clair avec le PCF le minerai de fer situé au Sahara et extrait par les Mauritaniens arriverait tranquillement en France).

- par une plus grande autarcie interne liée à leur capacité d'embrigadement social-fasciste et nationaliste du peuple en France et liée à une économie plus «protégée» de l'extérieur, plus dirigée (et militarisée) par la puissance Étatique.

Cette logique d'ensemble a des effets politico-militaires comme la possession de la bombe atomique ou toute

une campagne sur le développement de l'armée (Cf le livre d'un auteur du PCF «L'armée de la France démocratique» ou l'intervention de Kanapa au Comité Central en Mai 77). Car une puissance impérialiste, qui se veut telle, se doit d'avoir un minimum de force militaire propre si elle ne veut pas être et apparaître comme l'exécutant docile, et sans autonomie aucune, d'une des superpuissances.

Et incontestablement le PCF, en tant que représentant de nouvelles forces bourgeoises, revendique cette autonomie relative.

Mais le PCF ne change pas sur le fond, en regard des dangers de guerre comme pour son projet de développement de l'impérialisme français, sur le camp de quelle superpuissance il choisit: celui du social-impérialisme soviétique.

Cela se traduit concrètement dès aujourd'hui dans ses grandes orientations internationales, où, dès que la question est brutalement posée, le choix du camp incontournable, il choisit celui de l'URSS:

- après l'exemple de la défense des troupes cubaines en Angola, c'est maintenant le soutien inconditionnel au Vietnam dans son agression contre le Cambodge.

- c'est l'Érythrée, où après quelques velléités indépendantistes, il se rallie aux positions social-impérialistes et ne condamne plus l'attaque soviéto-cubano-éthiopienne.

- c'est la reprise du couplet «anti-allemand» dans sa pure tradition réactionnaire ou contre «l'Europe germano-américaine».

La chute du régime de Pol Pot et l'eng Sary n'est pas seulement une délivrance pour le peuple khmer. Elle met un terme aux incidents de frontière et à la tension dangereuse entre le Cambodge et le Vietnam. Elle permet le rétablissement entre les deux pays de relations nouvelles que le journal de l'armée vietnamienne, le «Quan Dôi Nhan Dan», envisage, écrit-il, «dans un esprit de respect absolu de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale de chacun, d'égalité et d'assistance mutuelle».

le PCF suit la logique du social-impérialisme (l'Humanité du 10 janvier 1979)

Ce ralliement à l'URSS comme puissance protectrice en cas de guerre mondiale, a en fait de nombreuses traductions militaires.

- a) comme le ralliement complet, l'alignement sur les positions soviétiques quant à la conception de la détente ou ses propositions concernant le désarmement nucléaire, comme la participation de la France à la conférence de Genève sur la réduction des forces armées nucléaires, conférence dominée par russes et américains.

- b) comme le soutien à la proposition (soviétique) d'engagement de ne pas utiliser le premier la bombe atomique ! Alors que pour une puissance nucléaire comme la France, c'est le seul poids minimum de crédibilité de sa force nucléaire, alors qu'au niveau des armes classiques, le rapport de force est bien plus favorable encore aux russes. Et quand le PCF envisage l'utilisation de l'arme nucléaire, c'est, sous couvert de «démocratie», en expliquant que son utilisation ne pourra être décidée qu'après de nombreuses palabres et débats, par tout un collège de gens et non «par un homme seul». En fait, procédure si compliquée qu'elle traduit à l'avance la quasi-certitude que l'on n'utilisera pas cette arme.

- c) comme des grandes clameurs nationalistes (encore plus poussées que les gaullistes) sur le «sanctuaire national» et le «neutralisme», qui se traduit chez eux par la reprise du concept de «défense tous azimuts», destiné à ne jamais envisager (et encore moins nommer !) d'où pourrait venir une éventuelle attaque et qui a comme traduction concrète la proposition d'orienter «tous azimuts» (sous-entendu y compris contre les USA) les fusées du silo du plateau d'Albion !

En ce sens, la propagande effrénée dans un style «gaullien» du PCF sur «l'indépendance sacrée de la France» s'intègre certes bien dans leur tentative d'embrigadement nationaliste et chauvin, «français-français», du peuple pour sauver à leur profit l'impérialisme français; mais elle cache mal là aussi une position de ralliement, de soumission à l'une des 2 superpuissances dans le cadre des risques de guerre !

GUERRE IMPÉRIALISTE, GUERRE ANTIPOPULAIRE.

L'ensemble de ces positions bourgeoises ont donc plus ou moins de cohérence, par rapport à un projet politico-économique de défense de l'impérialisme français, par rapport à la manière de se situer et de se vendre le mieux possible à l'une ou l'autre des superpuissances. Giscard et le PC articulant plus leurs moyens à une situation réelle, les gaulistes courant derrière un projet utopique de rechange pour une fantomatique bourgeoisie nationaliste et neutraliste.

Mais ce qu'ont de commun l'ensemble de ces projets:

- c'est non seulement le ralliement en dernière instance à l'une ou l'autre des deux superpuissances. Ce qui se traduit par la conception «dissuasive», commune à tous, de l'armement nucléaire stratégique, le mur après lequel tout s'arrête et qui ne fait que servir d'écran à leur incapacité totale à penser une défense populaire, la mobilisation des hommes, **facteur décisif de la guerre et d'une défense réelle**: on «dissuade» l'ennemi de nous combattre, on envisage même pas de le combattre réellement !... car comme chacun sait, le peuple est incapable de se mobiliser. La guerre populaire n'existe probablement que dans ces lointains pays de l'Asie.

- c'est aussi (et cela va de pair dans le mépris par les bourgeois du peuple et de sa force) l'absence totale de pensée et de pratiques pour défendre le peuple en cas de guerre nucléaire. La conception de la «dissuasion nucléaire» est fondée sur la destruction de cités; de villes (et non pas d'objets militaires) de notre ennemi éventuel. Et cela est envisagé sereinement par tous nos «états-majors». Mais dans tous leurs textes, dans toutes leurs proses (pourtant fort nombreuses et regorgeant de «peuple», de «populaire»...) pas un mot, pas une proposition concernant la défense, l'organisation du peuple contre les effets d'une attaque nucléaire et comment s'y préparer. Ah si, un point quand même: quand on est à l'armée, on explique très sérieusement aux soldats que leur meilleure protection c'est la brosse qui leur est fournie dans leur paquetage, pour bien se brosser s'ils étaient par hasard dans une zone à poussières radio-actives !

(et tout cela est homogène à l'absence complète d'information et de protection envisagées en ce qui concerne d'éventuels accidents de centrales nucléaires !).

Les différentes positions des partis bourgeois face aux dangers de guerre, c'est peut-être un moyen de préserver leur place d'impérialisme secondaire; mais c'est sûrement des conceptions de dépendance, d'écrasement politique et physique pour le peuple !

QUELQUES MOTS SUR L'«EXTREME-GAUCHE».

Ce ne sont pas des forces Étatiques et elles ne peuvent donc pas être jugées sur leur conception d'ensemble de la défense. Signalons quand même certaines de leurs prises de positions:

- celles des trotskystes, type la LCR, incapables de mener une analyse des risques de guerre mondiale. Tout empêtrés qu'ils sont dans leur conception «d'État ouvrier» en ce qui concerne l'URSS, dans le refus de sa nature impérialiste (après la défense de la politique social-impérialiste en Angola, eux aussi soutiennent le Vietnam) et de son caractère guerrier et aventuriste. Ceci leur permet pour la France d'en rester à une dénonciation en fait de type anti-militariste de l'armée «tournée entièrement contre les États ouvriers et l'ennemi intérieur».

- celles des «marxistes-léninistes», type HR, qui reprennent l'ensemble de l'analyse chinoise et font de la surenchère sur les risques rapprochés de guerre mondiale et d'agressivité du social-impérialisme. Mais jusqu'au point où ils voient déjà «l'ennemi à nos portes», et eux traitant avec les «bourgeois partisans de l'indépendance» pour constituer un front uni anti social-impérialiste. Le seul problème étant que les forces éventuelles de ce «front» sont encore bien fantomatiques de leur côté comme de celui des bourgeois et qu'ils sont alors obligés de se rabattre sur la justification partielle de certaines pratiques de l'impérialisme français (comme le Zaïre) ou la défense de la vaillante armée française dont le moral est menacé par des menées anti-militaristes dangereuses !

QUELQUES ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE:

- Interview d'ensemble sur les positions du général Méry, revue «Défense Nationale» (numéro de Juin 76).
- Exposé de Giscard à l'institut des hautes études de défense nationale, «Le Monde» du 4 Juin 76.
- Discours de Giscard à l'ONU, «Le Monde» du 25 Mai 78.
- PCF: «L'armée de la France démocratique» de J. Marrane, éditions sociales.

dernièrement paru aux éditions potemkine

UCFML : Des années 60 aux années 80

LA SITUATION MONDIALE ET LES TACHES IMMÉDIATES
DES RÉVOLUTIONNAIRES



Vous pouvez les trouver :

à la Librairie Internationale : 2 rue Boulard - 75014 - Paris

à la Librairie Norman Béthune : boulevard Saint Michel - Paris

à la Librairie Potemkine : 2, place Notre-Dame-du Mont - 13006 Marseille

abonnez-vous au Marxiste-Léniniste

sous pli fermé, 1 an : 70 F
soutien : 100 F et plus !

«LE MARXISTE LÉNINISTE» - Directeur de publication P. Gonin - Dépôt légal 1/79 - Commission paritaire No56 220
Imprimerie Spéciale Potemkine - Adresse : «Le ML» BP-278-75827 Paris Cedex 17 - CCP 3458161 L La source - ISSN 0338 - 5086

Solidarité avec la guerre de résistance nationale du peuple cambodgien !

L'invasion du Kampuchéa Démocratique (ex-Cambodge) par 14 divisions Vietnamiennes, des blindés, de l'aviation de bombardement, etc..., est un crime politique qui nous révolte et nous pousse à l'action immédiate.

Tolérer cette invasion reviendrait à dire que le droit des nations, la sécurité des frontières, le rejet de l'agression et de l'invasion militaire ne sont que des coquilles vides.

Tolérer cette invasion serait accélérer la guerre mondiale. Derrière le Vietnam, il y a les ambitions impériales de l'URSS. C'est maintenant qu'il faut dire si oui ou non on défend l'indépendance nationale contre l'envahisseur, l'agresseur, le contre-révolutionnaire juché sur des chars d'assaut.

Tout le monde voit le fil noir qui, à dix ans d'écart, relie l'invasion du Kampuchéa par le Vietnam à l'invasion de la Tchécoslovaquie par les russes en 1968. C'est le même projet d'expansion et d'asservissement qui se poursuit.

Le peuple du Kampuchéa a voulu pour lui-même, et donc aussi pour les autres peuples, une indépendance réelle, complète. Il s'est libéré seul en 1975. Il a affronté non seulement l'impérialisme américain, mais aussi la haine et les complots du social-impérialisme russe. Il a refusé de plier le genou devant le Vietnam, formidable et arrogante puissance militaire qui veut être le gendarme de tout le Sud-Est asiatique, pour le compte de l'URSS.

Déjà, en 1975, 1976, 1977, le Kampuchéa a

repoussé des assauts Vietnamiens et défendu aprement sa frontière, à un contre dix.

Tout cela a exigé des efforts colossaux, et pour les mener à bien, les dirigeants du Parti Communiste du Kampuchéa ont pris des mesures sans précédent (abandon complet des villes, suspension des échanges monétaires, passage au collectivisme intégral...).

Quoi qu'on pense de ces mesures, et de la répression menée contre des ennemis innombrables, tout le monde peut voir aujourd'hui le lien de cette politique avec la simple volonté d'être indépendant, de n'être dans aucune aire d'hégémonie quelle qu'elle soit.

La campagne déchaînée contre le Cambodge depuis trois ans, et qui semblait viser le «goulag», la terreur, etc..., a en réalité, fait le lit de ce qui est, en tout cas, le pire goulag, la pire terreur: la contre-révolution militaire, l'invasion, la botte étrangère sur un petit peuple héroïque et démuné.

Il est temps de voir les choses en face: le peuple du Kampuchéa, avec son armée populaire revenue à la guérilla, défend au nom de tous le droit des peuples à la révolution, le droit des nations à la liberté, le droit des pays à l'indépendance. Il le fait contre le plus brutal allié du plus brutal impérialisme d'aujourd'hui: l'U.R.S.S., qui veut disputer aux américains affaiblis le titre de gendarme du monde.

Se mobiliser immédiatement est un devoir démocratique clair et net.

**VIETNAMIENS HORS DU CAMBODGE !
KAMPUCHEA DÉMOCRATIQUE LIBRE ET INDÉPENDANT !
LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE !**

dès le 10 janvier,
première manifestation
à Paris,
de riposte
à l'invasion vietnamienne

